



CD230217-81A00

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Réunion du 17 FÉVRIER 2023

L'an deux mil vingt-trois, le vendredi dix sept février à 10h30, le Conseil Départemental s'est réuni à l'Hôtel du Département, sur la convocation et sous la présidence de M. Philippe DUPOUY, Président du Conseil Départemental.

Etaient présents : M. M. AURORA, Mme N. BARROUILLET, M. C. BONNE, Mme C. BOUE, M. P. BRET, Mme F. CASALE, M. G. CASTET, M. R. CASTETS, M. J. COT, Mme C. DASTE-LEPLUS, Mme C. DEJEAN-DUPEBE, Mme C. DUCARROUGE, Mme C. DUMONT, M. F. DUPOUEY, M. P. DUPOUY, M. M. GABAS, M. B. GENDRE, M. V. GOUANELLE, M. B. KSAZ, Mme E. LAFON, Mme E. LANAVE, M. F. LARROQUE, Mme Y. RIBES, Mme H. ROZIS LE BRETON, M. J. SALERS, Mme C. SALLES, M. J. SAMALENS, Mme C. SARNIGUET, Mme I. TINTANE, Mme L. TOISON.

Excusé ou absent : M. B. DESENLIS, Mme P. ESPERON.

Procurations : M. B. DESENLIS à Mme E. LAFON, Mme P. ESPERON à M. M. GABAS.

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET : Débat d'orientations budgétaires 2023

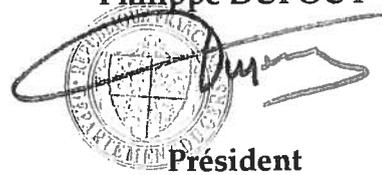
-
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, dont notamment les articles L. 3111-1 et suivants relatifs à l'organisation des départements ;
- VU le rapport du Président du Conseil Départemental du Gers ;
- VU l'avis de la commission organique compétente ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Le Conseil Départemental décide :

Conformément aux dispositions des articles L3312-1 et D3312-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour 2023, sur la base du rapport joint à la présente délibération.

Philippe DUPOUY

Président

du Conseil Départemental du Gers

Délibération transmise et reçue en Préfecture le **17 FEV. 2023**

Le Président du Conseil Départemental certifie que la présente délibération a été publiée le **17 FEV. 2023**



81A00

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL du 17 FÉVRIER 2023

RAPPORT DU PRESIDENT

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
Direction Finances

Rapport examiné par la 8^{ème} commission :
Finances, patrimoine départemental, ressources humaines

| |
|--|
| OBJET : Débat d'orientations budgétaires 2023 |
|--|

| | |
|------------------------------------|--|
| <i>Pièces jointes ou annexes :</i> | <i>Programmation des Autorisations de Programme (AP, investissement) - Programmation des Autorisations d'Engagement (AE, section de fonctionnement) - Plan d'investissement 2023 (Crédits de Paiement)</i> |
|------------------------------------|--|

Mes chers collègues,

Ce débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire de notre collectivité car il permet de dresser les perspectives d'action pour l'année 2023. Ce débat doit permettre d'arrêter la stratégie financière de notre collectivité, notamment en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement (annuelles et pluriannuelles) et d'emprunt qui les finance, pour l'année 2023. Ce débat précise également les hypothèses d'évolution en matière de concours financiers.

Les orientations budgétaires 2023 sont marquées par de forts aléas sur les recettes. Avec le produit des Droits de Mutation sur les Transactions Immobilières à titre Onéreux (DMTO) et maintenant la TVA en remplacement de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), les ressources des Départements sont basées sur des flux économiques ; ce qui présente un facteur de risque élevé en cas de crise économique majeure. Ainsi, 43% des recettes du Département sont très sensibles à la conjoncture (DMTO, fonds de péréquation des DMTO et TVA). On peut estimer le facteur de risque en cas de baisse de ces recettes à environ -16M€.

Après une amélioration de la situation financière du Département en 2021 sous l'effet notamment de la progression favorable des recettes immobilières, l'épargne brute devrait enregistrer une baisse en 2022 et 2023, conséquence de la diminution des recettes de fonctionnement et de la progression soutenue des dépenses de fonctionnement.

L'année 2023 se caractérise, comme ces deux dernières années, par des incertitudes liées aux effets immédiats et différés de la crise économique et sociale. Dans un contexte où règnent de fortes incertitudes conjoncturelles, notamment inflationnistes mais également dans un environnement impacté par des mesures sectorielles et législatives peu ou pas compensées, les orientations budgétaires s'appuient sur une approche prudentielle.

Le Département poursuit son rôle de chef de file en matière de solidarité en apportant son soutien indéfectible aux publics fragiles. Les enjeux principaux en matière sociale se situent sur les constantes clés des dépenses de solidarité : Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) et dépenses d'Aide Sociale à l'Hébergement (personnes âgées, personnes handicapées et protection de l'enfance). Les accords du Ségur de la santé lancés en 2020 par le Gouvernement pour reformer le système de santé conduisent notamment à la revalorisation salariale des métiers de l'accompagnement social et du médico-social; ces mesures impactent fortement le budget du Département car l'organisme financeur (la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie- CNSA) ne prend en charge qu'une partie du financement de ces mesures. L'impact net pour 2023 est estimé à 3,6 millions d'euros (déduction faite des concours financiers de la CNSA).

Dans les domaines des compétences partagées de la culture, du tourisme, du

patrimoine comme pour l'action publique à destination de la jeunesse, du sport et du monde associatif, l'effort du budget départemental demeure continu mais contenu. Le développement de la participation citoyenne et de l'ingénierie associative sont également des marqueurs forts de l'action départementale en 2023.

Malgré les contraintes budgétaires, la collectivité est guidée par son souci de l'action publique au travers de la mise en œuvre d'ambitions notables. Les orientations budgétaires donnent également un élan aux politiques territoriales et au développement durable par le soutien des enjeux autour des énergies renouvelables, de l'eau, de l'alimentation et de l'agriculture. Le Département poursuit son adaptation aux changements climatiques et géopolitiques en confirmant ses actions dans les transitions écologiques et énergétiques. La rénovation énergétique et thermique du patrimoine bâti est donc une priorité de notre collectivité en lien avec les principaux partenaires (Région, ANAH). La question énergétique est aussi investie par le Département par sa participation au capital de la Société d'Economie Mixte dans le domaine des énergies renouvelables (SEM Enr) qui verra le jour dans le courant de l'année 2023 en partenariat avec le syndicat d'énergie. Cet engagement traduit la volonté de la collectivité d'accompagner le territoire gersois dans la transition énergétique.

Le Département conforte sa politique en faveur d'une alimentation de qualité dans les restaurants scolaires de ses collèges et adopte une charte qui permet de poser une définition de la restauration de qualité partagée et mesurable en fixant un cadre d'orientations entre le Département et les collèges. L'un des objectifs est notamment d'atteindre, d'ici 2025, un approvisionnement en produits de qualité (60% de denrées biologiques, 60% de denrées locales et 70% de denrées durables).

Le Département poursuit également son plan de développement des centres de santé au bénéfice des Gersois. En 2023, il envisage d'accroître son offre de santé en créant deux nouveaux Centres Territoriaux de Santé et deux nouvelles antennes. Ainsi, il entend contribuer activement à la politique de santé en luttant contre les inégalités sociales sur son territoire. Par ailleurs, il est admis l'adhésion au GIP régional «Ma Région, ma santé » au 1^{er} janvier 2024.

La préparation budgétaire 2023 va dans le sens d'une recherche constante d'efficacité et d'optimisation budgétaire, pour maintenir la santé financière de la collectivité. Des mesures drastiques d'encadrement de la dépense de ressources humaines seront mises en œuvre ainsi qu'une démarche proactive de sortie dans des domaines économiques qui ne sont plus de la compétence du Département. On citera notamment la dissolution au terme de l'exercice 2023 de l'activité du Syndicat mixte du Nogaropôle ainsi que le nouveau portage de l'activité du pôle thermal de Castéra-Verduzan.

L'année 2023 sera aussi marquée par la poursuite de la contribution du Département au plan de relance pour redresser l'économie locale et investir pour l'avenir.

Les investissements 2023 en Crédits de Paiement restent soutenus, soit 37,5M€ (hors dette) comparativement au réalisé 2022 qui avoisine les 36,3M€. A titre de comparaison, on rappellera les niveaux d'investissement 2020 et 2021 qui s'établissaient respectivement à 27,8M€ et 32,3M€, tous budgets confondus.

Je vous propose, maintenant, d'aborder successivement :

- les principales mesures inscrites en Loi de Finances Initiale (LFI) intéressant les départements et les éléments de contexte ;
- les tendances budgétaires et les grandes orientations de la collectivité pour 2023.

I- Présentation du contexte général : situation économique et sociale

A- Le contexte économique :

Cette année encore, les facteurs d'incertitudes sont prégnants. Ainsi la LFI 2023 s'appuie sur une hypothèse de croissance de +1%. En 2020, l'activité s'est contractée de -7,9% avant de rebondir de +6,8% en 2021 et d'être estimée en croissance de 2,7% en 2022. Après un niveau de 0,2% en 2020, l'inflation a bien augmenté en 2021 (1,6%) et est évaluée à 5,4% en 2022. La prévision d'inflation inscrite en LFI 2023 s'établit à +4,3%. Le fait majeur de 2022, et donc la principale inconnue de 2023, est l'inflation. Les taux d'inflation ont atteint des niveaux plus connus depuis quarante ans avec des pics à plus de 10% pour la zone euro et 9% aux Etats-Unis.

Mais, ces prévisions de croissance et d'inflation inscrites en LFI pour 2023 sont déjà remises en cause par de nombreux économistes et sont considérées comme trop optimistes. Ceux-ci annoncent que la croissance économique sera atone, sans doute inférieure à 2% à l'échelle mondiale, inférieure à 1% aux Etats-Unis et proche de zéro en zone Euro. Pour la France, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 0,3% en 2023 et selon les projections macroéconomiques de la Banque de France en date du mois de décembre, le niveau d'inflation devrait rester stable à 6% en 2023, puis diminuer pour s'établir à 2,5% en 2024 et à 2,1% en 2025.

2023 s'annonce donc comme une année de ralentissement économique généralisé. La raison de ce marasme économique est notamment liée à une inflation qui reste forte et qui pousse les banques centrales à augmenter leurs taux d'intérêt.

On note un affaiblissement synchronisé des économies. Les Etats-Unis et l'Europe ont été particulièrement affectés par les chocs inflationnistes et financiers alors que la Chine a été affaiblie par le maintien de sa politique zéro Covid et le recul de son marché immobilier. Le resserrement accéléré et quasi généralisé des politiques monétaires a marqué la fin de la période de taux négatifs et d'hyper-liquidité, provoquant un recul de l'ensemble des prix des actifs financiers en 2022.

Le financement du secteur public local sera donc bien moins favorable dans la période qui s'amorce. La situation très particulière qui a prévalu sur la période 2019 - 2021, avec des taux fixes accessibles au monde local en moyenne au voisinage de 0,50% semble s'éloigner. La BCE a ainsi porté son principal taux de refinancement de 0,00 % à 2,50 %. En conséquence, l'Euribor 3 mois, principal index utilisé sur les emprunts à taux variable, est

passé en territoire positif et se rapproche de 2,30 % début 2023. Les taux longs ont poursuivi leur remontée sous les effets cumulés de la croissance (PIB) depuis 2021 et de la reprise de l'inflation. Le taux de swap EUR à 10 ans s'établit ainsi désormais entre 2,50 % et 3,00 %. La remontée a été tellement brutale qu'elle a conduit sur une partie de l'année à ce que les taux de marché se positionnent au-dessus des taux de l'usure, pourtant supposés les excéder d'un tiers, empêchant de fait les banques de proposer des taux fixes dans le cadre des consultations 2022.

Avec la stabilisation des derniers mois, cet effet a pu s'estomper. La mise à jour des taux de l'usure au 1er janvier 2023 a ainsi permis de les voir dépasser très nettement les taux de marché, le taux de l'usure applicable pour les emprunts d'une durée comprise entre 10 et 20 ans étant par exemple porté de 3,28% à 4,24%. La récente remontée des taux modifie l'exercice de prévisions pour les collectivités, avec un coût des nouveaux emprunts supérieurs à celui des années antérieures.

B- Les principales mesures inscrites en Loi de Finances 2023:

La LFI pour 2023 a été publiée le 31 décembre 2022, au terme d'un parcours parlementaire inédit, ponctué, côté Assemblée, d'une série de recours au dispositif 49.3. Sur le terrain des finances départementales, des éléments importants sont à souligner : la suppression de la CVAE, l'instauration d'un fonds vert ainsi que d'un dispositif pour faire face à l'inflation énergétique au travers d'un «amortisseur électricité» et d'un « filet de sécurité ». En sachant qu'en parallèle avait été examiné le projet de loi de programmation de maîtrise des dépenses de fonctionnement des collectivités, finalement abandonné.

Les mesures impactant les finances départementales sont les suivantes :

-La CVAE (impôt de production) a été remplacée par une fraction de TVA (impôt sur la consommation) –article 55 de la loi de finances 2023.

La suppression de la CVAE s'effectuera en deux temps pour les entreprises :

L'article 55 prévoit d'affecter la CVAE au budget de l'État dès 2023 tout en la réduisant de moitié avant sa suppression totale à compter de l'exercice 2024.

En revanche, la compensation financière des collectivités locales par une fraction de TVA de la CVAE est réalisée en totalité sur l'exercice 2023.

L'article prévoit de compenser la suppression de la CVAE par l'affectation aux communes, intercommunalités et départements d'une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne de leurs recettes de CVAE depuis 2020 (années 2020, 2021 et 2022 et ce qu'elles auraient dû percevoir en 2023). La prise en compte d'une moyenne est notamment fondée, selon le Gouvernement, sur le souci d'atténuer les fluctuations enregistrées localement depuis 2020 principalement du fait des effets de la Covid-19 sur les entreprises.

Pour les départements, le solde moyen, sur la période 2020-2022, du Fonds de péréquation de la CVAE versé ou prélevé, est également intégré dans l'assiette de la compensation (ledit fonds étant supprimé dès 2023).

Sur la base du calcul de moyennes décrit ci-dessus, la base de référence 2023 est estimée à

7,251M€ pour le département du Gers. Par ailleurs, le Département devrait bénéficier directement de la dynamique nationale de TVA à la suite de la suppression de la CVAE en 2023. Cette progression de TVA est de +5,1% dans le cadre des hypothèses de la LFI 2023; ce qui porte la prévision 2023 à 7,620M€.

-La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 2023 des Départements mise en répartition est stable par rapport à 2022 après prise compte de mesures de périmètre.

Mais cette absence d'indexation équivaut à une perte de ressources pour le Département dans un contexte de forte inflation.

La DGF des départements est composée d'une dotation de compensation, d'une dotation forfaitaire et de deux dotations de péréquation. La dotation de péréquation de la DGF des départements (composée de la dotation de péréquation urbaine et de la dotation de fonctionnement minimale) progresse de 10 millions d'euros comme l'année précédente. La hausse est financée en interne par la minoration de la dotation forfaitaire des départements. La DGF 2023 du Gers est estimée à ce stade à 44,492M€ pour tenir compte de l'évolution positive de la population gersoise et d'un éventuel écrêtement dans le cas où le potentiel financier par habitant en 2023 du département du Gers serait supérieur à 95% de la moyenne de la même année (effet de seuil), soit une variation de -0,2% par rapport à 2022.

-La mise en oeuvre d'un fonds vert pour aider les collectivités territoriales à accélérer leur transition écologique:

La LFI 2023 entérine la création d'un « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » dit « Fonds vert ». Il est doté de 2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (et 500 millions en crédits de paiement). Trois axes d'intervention ont été identifiés : le renforcement de la performance environnementale dans les territoires, leur adaptation au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie. Le fonds est destiné à toutes les collectivités territoriales. Sa gestion est déconcentrée au niveau des préfets de région et de département et ses enveloppes financières sont fongibles entre les différentes mesures proposées. Ce fonds ne sera donc pas distribué par appel à projets.

Le fonds est cumulable avec les autres dotations de l'Etat (exemple : DSIL) tout en respectant la limite de 80 % d'aides de l'Etat (sauf cas particuliers précisés dans les cahiers d'accompagnement) et, le cas échéant, la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

-Les mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique (articles 113 et 181) :

***La mesure dite « d'amortisseur » de la hausse du coût de l'électricité s'applique du 1er janvier au 31 décembre 2023.** Une dotation de 1 milliard d'euros est prévue au budget de l'Etat pour la financer (Décret n°2022-1774 du 31 décembre 2022).

Cette aide est élargie en 2023 aux collectivités territoriales dans leur ensemble, y compris les départements, afin de les aider à faire face à l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie. Les collectivités vont donc bénéficier d'un

« amortisseur électricité » à condition d'attester de leur éligibilité auprès de leur fournisseur avant la fin du 1^{er} trimestre 2023. L'objectif est de ramener le prix annuel moyen de la « part énergie », soit le prix de l'électricité hors acheminement et taxes, à 180€/MWh (ou 0,18€/kWh) sur la moitié des volumes d'électricité consommée, dans la limite d'un plafond d'aide unitaire de la « part énergie » du contrat à 500€/MWh. La facture est directement diminuée par le fournisseur, le montant correspondant à la baisse du prix de la part énergie étant directement compensé par l'État auprès de celui-ci.

***La mesure dite du « filet de sécurité »**

Cette dotation compensera 50 % de la différence, si elle est positive, entre :

- la hausse des dépenses d'énergie, d'électricité et chauffage urbain (au titre du budget principal et des budgets annexes ainsi qu'au titre des subventions consenties aux fermiers et aux concessionnaires) entre 2022 et 2023 ;
- et 50 % de l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement entre 2022 et 2023.

Une enveloppe de 1,5 milliard d'euros est prévue au budget de l'Etat pour financer cette mesure.

Le filet de sécurité bénéficiera aux collectivités territoriales et leurs groupements dont l'épargne brute 2023 aura baissé d'au moins 15 % (contre 25 % pour celui de 2022, qui ne concernait que les communes et leurs groupements).

Au sein des départements, seuls ceux qui sont considérés comme les moins favorisés pourront bénéficier de la dotation. Ainsi, leur potentiel financier par habitant devra être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant constaté au niveau national.

Le bénéfice de la mesure dite « d'amortisseur d'électricité » pourra être cumulé avec celui du "filet de sécurité", qui a été revu par la LFI pour 2023.

II- Les tendances budgétaires et les grandes orientations de la collectivité pour 2023

A- S'agissant des recettes :

En 2023, les effets de la crise économique sur les comptes départementaux devraient être plus importants qu'en 2022. En 2022, certaines recettes de fonctionnement sont demeurées dynamiques comme le produit des DMTO bénéficiant d'une progression de l'ordre de +3,6%.

Suite à la réforme fiscale, le foncier bâti a été transféré, à partir de 2021, au bloc communal. En contrepartie le Département perçoit une fraction de TVA sans pouvoir de taux local. Au cours des 20 dernières années, le pouvoir fiscal des Départements a surtout été utilisé pour palier des baisses de recettes (DMTO, DGF) ou pour faire face à de fortes hausses des dépenses obligatoires (Allocations Personnalisées d'Autonomie-APA, Revenu

de Solidarité Active-RSA). Avec les DMTO et maintenant la TVA en remplacement de la CVAE, les ressources des Départements sont basées sur des flux économiques; ce qui présente un facteur de risque élevé en cas de crise économique majeure. Ainsi, 43% des recettes du Département sont très sensibles à la conjoncture (DMTO, fonds de péréquation des DMTO et TVA).

A ce stade de la préparation budgétaire et compte tenu des incertitudes, les recettes sont évaluées comme suit :

-en fonctionnement : 298,7 millions d'euros, soit +0,4% par rapport aux prévisions de recettes 2022 (BP+DM). Sans une reprise de la mise en réserve des DMTO pour +1,5M€ sur une provision constituée à hauteur de 8M€ au terme de la gestion 2022, les prévisions de recettes 2023 seraient en diminution de -0,1%.

-en investissement : 45,3M€, soit +2,5% par rapport aux prévisions 2022 (BP+DM). Cette augmentation s'explique notamment par les financements de l'Etat prévus dans le cadre du plan de relance.

Les principales évolutions de recettes sont les suivantes :

A.1- Un volume d'emprunt dont la limite maximale est fixée à 15,2 M€

Pour permettre le financement du programme d'investissement 2023, le recours à l'emprunt prévisionnel est arrêté à 15,2 M€.

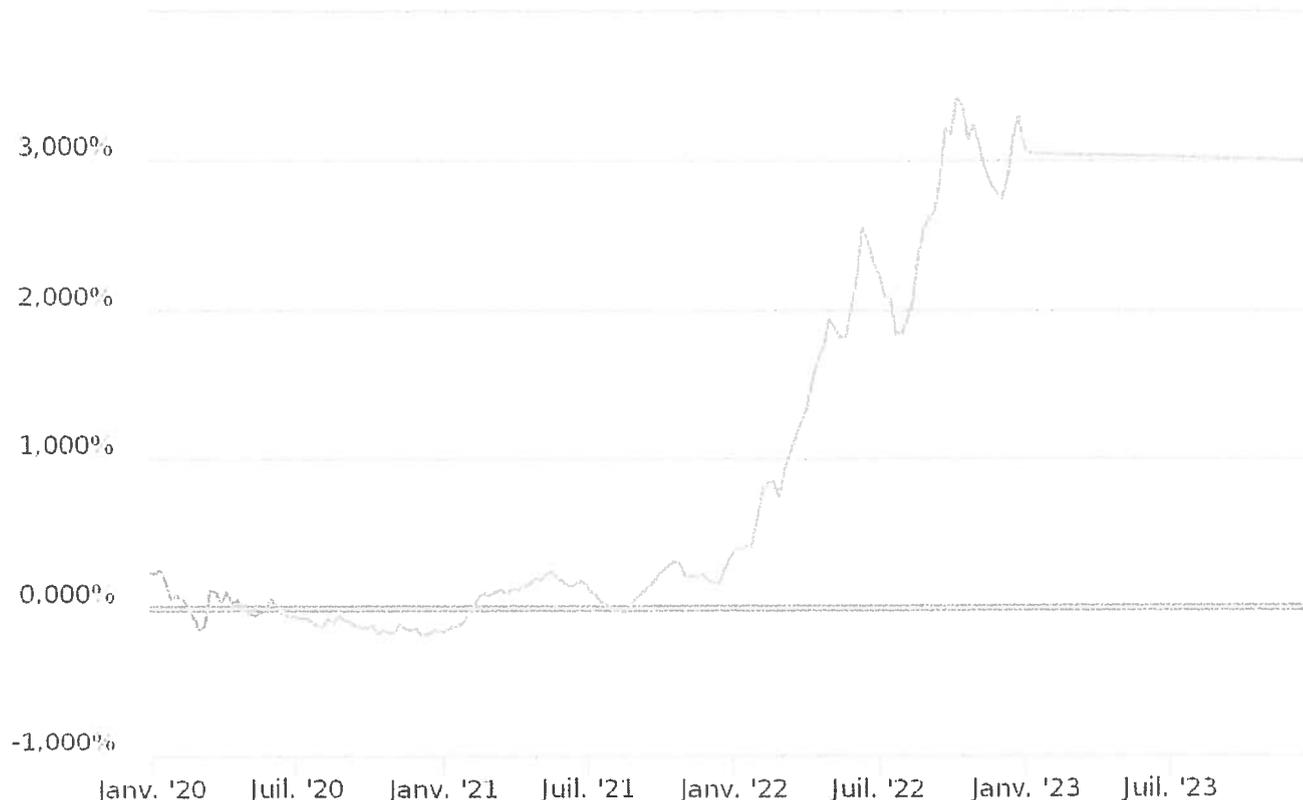
L'annuité de la dette 2023 s'élèvera à 17,16M€ dont 15,23M€ au titre du remboursement du capital et 1,93M€ d'intérêts de la dette. L'écart entre la mobilisation d'un nouvel emprunt (15,20M€) et le remboursement en capital de la dette (15,23M€) conduira à une quasi stabilisation du stock de dette pour s'établir à 121,923 M€ au 31/12/2023 (contre 121,956 M€ au 31/12/2022).

De façon à éclairer l'assemblée sur l'endettement de la collectivité, il convient que nous évoquions successivement le contexte, la situation et la structure de l'endettement.

- *Le contexte :*

Les financements souscrits par le Département ont bénéficié durant plusieurs années de taux fixes ou variables particulièrement bas. Toutefois l'année 2022 a connu une augmentation significative des taux. Ainsi les conditions de taux pour des emprunts à 15 ans ont dépassé les 3% là où ils étaient inférieurs à 1% depuis plusieurs années (cf graphique ci-dessous).

Courbe d'évolution des taux pour les emprunts 15 ans à taux fixe



Le Livret A a également connu deux augmentations en 2022 passant ainsi de 0,5% au 1er janvier à 2% au 31 décembre. Une nouvelle hausse est intervenue au 1er février 2023, le livret A s'établissant désormais à 3%.

Cette dégradation du contexte aura des conséquences sur les conditions des nouveaux emprunts qui seront contractés en 2023 comme sur le coût des emprunts antérieurs à taux variables ou indexés sur le Livret A.

Ainsi, les intérêts de la dette inscrits au budget 2023 progressent sensiblement. Ils sont évalués à 1,93M€ pour l'exercice 2023 contre 1,48M€ de réalisation en 2022.

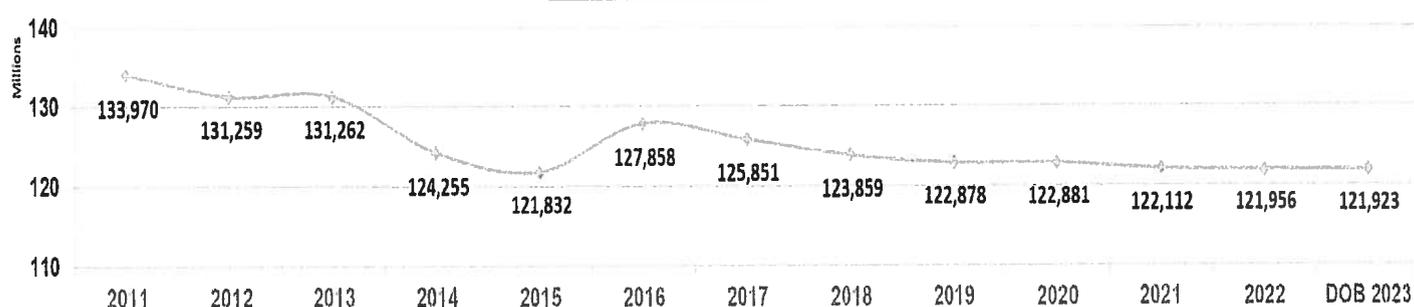
- *La situation et la structure de l'endettement de la collectivité :*

Afin de financer ses dépenses d'investissement 2022, le Département a eu recours à un emprunt de 15 M€.

Sur la période 2016-2022, son encours ou stock de dette a diminué de 5,9M€, passant de 127,9 M€ au 31/12/2016 à 122,0 M€ au 31/12/2022.

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Prévision 2023 |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------------|
| Encours En millions d'euros | 127,9 | 125,9 | 123,9 | 122,9 | 122,9 | 122,1 | 122,0 | 121,9 |

Evolution de l'encours au 31/12



Le ratio exprimant la capacité de désendettement de la collectivité (encours de la dette/épargne brute) diminue sur la période 2017-2022. Le plafond de référence, pour les Départements, fixé dans la Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2018-2022, s'établissait à 10 années.

En 2022, le ratio théorique correspondant au nombre d'années nécessaires au Département pour rembourser l'intégralité de son encours de dette s'élève à 5,7 années sur la base d'un compte administratif prévisionnel.

| Tous budgets | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 (CA prévisionnel) |
|---|------|------|------|------|------|---------------------------|
| Epargne brute (1) | 18,0 | 22,4 | 25,4 | 20,9 | 35,7 | 21,3 |
| Capacité de désendettement : Encours dette/Epargne Brute (Tous budgets) | 7,0 | 5,5 | 4,8 | 5,9 | 3,4 | 5,7 |

(1) Epargne brute : Recettes Réelles de Fonctionnement (-) Dépenses Réelles de Fonctionnement (-) Résultats reportés

Il est à noter que sans la mise en réserve de 8M€ au titre des DMTO, l'épargne brute aurait été de 29,3M€ ; la mise en réserve constitue un autofinancement mobilisable en fonction des besoins notamment en cas de forte baisse des DMTO.

La répartition de l'encours de dette du Département entre établissements montre la diversification des prêteurs :

| PRÊTEUR | ENCOURS EN EUROS au 31/12/2022 | en % | NOMBRE DE CONTRATS |
|-----------------------------------|-----------------------------------|------------|--------------------|
| LA BANQUE POSTALE – CAFFIL LBP | 44 636 955 | 36,60 | 10 |
| CREDIT AGRICOLE -Caisse régionale | 26 891 636 | 22,05 | 9 |
| CREDIT COOPERATIF | 12 707 193 | 10,42 | 3 |
| SOCIETE GENERALE | 9 200 000 | 7,54 | 1 |
| CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS | 9 116 347 | 7,48 | 4 |
| CREDIT FONCIER DE France | 7 211 396 | 5,91 | 4 |
| CREDIT MUTUEL | 5 758 333 | 4,72 | 2 |
| CAISSE D'EPARGNE | 3 382 821 | 2,77 | 3 |
| CAFFIL DEXIA | 3 051 194 | 2,50 | 2 |
| TOTAL | 121 955 875 | 100 | 38 |

Dans la répartition par type de taux, la dette du Département est majoritairement positionnée sur du taux fixe, comme le montre le tableau ci-dessous. Par conséquent, l'exposition du stock de dette à l'augmentation des taux est contenue.

| TYPE DE TAUX | ENCOURS EN EUROS au 31/12/2022 | en % | NOMBRE DE CONTRATS |
|------------------|-----------------------------------|--------------|--------------------|
| TAUX FIXE | 97 211 623 | 79,71 | 30 |
| EURIBOR 3 MOIS | 17 063 750 | 13,99 | 5 |
| LIVRET A | 7 680 502 | 6,30 | 3 |
| TOTAL | 121 955 875 | 100 | 38 |

Depuis 2010, les collectivités ont l'obligation de classer l'encours de leur dette selon une typologie qui présente la dangerosité de l'indice et la structure du produit pour identifier son niveau de complexité. Il s'agit de la charte Gissler qui présente les produits d'emprunt du moins toxique (1A) au plus toxique (6F). La dette départementale est à 100% en risque 1A, présentant donc le niveau de risque le plus faible.

Depuis 2016, le taux moyen d'intérêt de la dette a fortement diminué passant de 2,19% en 2016 à 1,14% en 2022.

A.2- L'inscription, dès le budget primitif, des résultats anticipés de la gestion 2022

Il s'agit de résultats provisoires qui participeront à l'équilibre du budget 2023. L'affectation définitive de ces résultats sera validée, par délibération, lors du budget supplémentaire après le vote du compte administratif de l'exercice 2022. Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022, après couverture du déficit d'investissement, devrait avoisiner les 19M€ (tous budgets confondus).

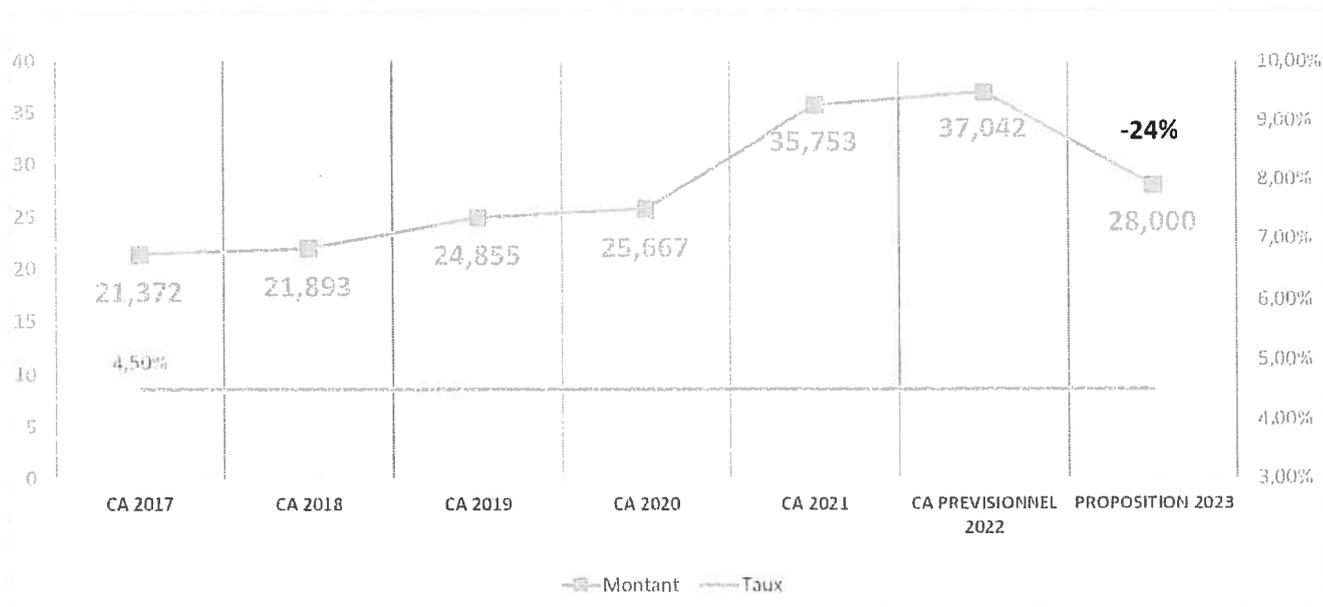
| en milliers d'€ | 2020 | 2021 | 2022 |
|-------------------------|--------|--------|--------|
| Résultat net de clôture | 14 635 | 25 928 | 18 926 |

A.3- Le produit des DMTO, la prudence reste de rigueur

Les budgets des départements sont construits avec des financements dont le produit est assez volatile. En effet, le produit des DMTO contribue au financement de dépenses pérennes telles que l'action sociale ou les dépenses de personnel. Cette prévision de recettes impose donc une certaine prudence compte tenu de la perception très erratique de ce produit. Elle est fonction du contexte du marché immobilier que les professionnels du secteur ont parfois du mal à apprécier. Les crises sanitaires successives ont bouleversé la perception de ce produit. Les taux d'emprunts immobiliers des particuliers devraient malgré tout se maintenir en 2023, conséquence d'une courbe des taux qui devrait se stabiliser et d'un coût de refinancement des banques qui devrait s'améliorer. Cela est plutôt bienvenu pour un marché de l'immobilier qui n'entre pas dans ses meilleures années dans le contexte de crise actuelle. Le renforcement des contraintes imposées par les classes énergétiques à respecter par les nouveaux DPE ne va pas arranger les choses. Le marché de l'immobilier résidentiel pourrait bien entrer dans une période de glissement des prix. Cette situation impose donc la plus grande prudence dans l'évaluation du produit des droits de mutation à l'échelle du département.

Le produit des droits de mutation 2022, soit 37M€, a progressé de l'ordre de +3,6%, par rapport au produit perçu en 2021 (35,7M€).

Pour 2023, le produit des DMTO a été inscrit à un niveau de 28M€ compte tenu des fortes incertitudes concernant la poursuite de l'évolution de ce produit. Ce niveau de DMTO 2023, en retrait par rapport à celui de 2022 de 9M€, sera ajusté en Décision Modificative en fonction de l'évolution réellement constatée des perceptions. En période de crise, on pourrait, en effet, envisager de se rapprocher du niveau perçu en 2020 (soit 25,7M€), à taux inchangé (4,5%) comme le montre la courbe ci-après.



A.4- Des évaluations de recettes s'appuyant sur les données inscrites en LFI

2023

- **La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance** constitue une ressource conséquente du budget du département avec une dotation perçue de 41,192M€ en 2022. Elle finance les transferts successifs de compétence depuis la loi du 13 août 2004. Sur la base des enveloppes nationales figurant en LFI 2023 et des taux affectés au département du Gers pour chacune des composantes de cette ressource (articles 52, 53 et 77 des lois de finances successives actant les transferts), l'estimation 2023 s'établit à **41,691M€**, soit +1,2%. On notera que l'actualisation estimée est bien inférieure au niveau de l'inflation.
- **La TVA** compense depuis 2021 le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties réaffecté à d'autres niveaux de collectivités dans le cadre de la réforme fiscale. Cette ressource de 58,497M€ en 2022 est estimée en progression de +5,1% selon l'hypothèse présentée en LFI 2023, soit une dotation de **61,48M€**. Cette évolution devrait compenser le niveau de l'inflation sur ce périmètre.

B- S'agissant des dépenses :

Il est proposé pour les deux sections composant le budget du Département, les éléments suivants :

B.1- Une progression des dépenses de fonctionnement assez soutenue de +5,5% par rapport aux prévisions 2022 (BP+DM), soit un volume approchant les 272,1M€

Les dépenses progressent inévitablement pour venir en appui aux publics en difficulté, répondre à la forte évolution des dépenses dans le secteur de l'enfance,

financer les nouveaux dispositifs prévus par le gouvernement en matière de politique de l'autonomie et poursuivre le déploiement d'un projet structurant à l'échelle du département du Gers, à savoir le centre départemental de santé. Cette progression globale des crédits de la section de fonctionnement intègre d'une part, la progression incompressible des dépenses d'action sociale dont le volume, en 2023, devrait atteindre 146,8M€ et d'autre part, l'augmentation mécanique des dépenses de personnel notamment au titre du glissement vieillesse technicité, de mesures nationales avec l'impact en année pleine de l'augmentation de la valeur du point des fonctionnaires (soit une enveloppe avoisinant les 70,9M€¹).

La progression de ces postes de dépenses rigides ou exogènes, comme notamment les dépenses de personnel et les dépenses sociales (représentant quasiment 80% des dépenses de fonctionnement), dont la maîtrise est par nature difficile, restreignent de fait les marges de manœuvre du Département.

La section de fonctionnement, au-delà des charges courantes liées à l'exercice de l'activité des services départementaux (frais de personnel, de logistique, acquisition de fournitures...), permet de remplir les politiques publiques qui incombent à la collectivité départementale au travers de l'action sociale (allocations sociales : APA, RSA, PCH, prise en charge de frais d'hébergement des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants...), de l'entretien des routes, des contributions versées pour le fonctionnement des collèges gersois et du Service d'Incendie et de Secours Départemental (SDIS), pour l'essentiel. Le SDIS bénéficiera d'une dotation en fonctionnement en progression de +3% par rapport à celle attribuée en 2022, soit +267 500€. La contribution 2023 s'établira ainsi à 9 185 500€ conformément à la convention triennale 2022-2024 signée le 9 novembre 2021 prévoyant une progression de +3% par an sur la période.

B.1.a- Les dépenses de personnel : une évolution haussière relevant en grande partie de dépenses contraintes et obligatoires

En 2023, plus que jamais le budget des ressources humaines constitue un enjeu stratégique majeur. L'élaboration, le suivi et la maîtrise de la masse salariale justifient une évaluation de plus en plus fine de façon à ne mobiliser que les crédits nécessaires avec une marge de manœuvre de plus en plus réduite.

Après une période de relative stabilité de 2016 à 2019 avec des évolutions oscillant entre 0,1% et 1%, la masse salariale enregistre à partir de 2020 des évolutions plus importantes sous l'effet notamment des besoins en personnel découlant de la crise sanitaire, de l'évolution des missions du département dans le secteur de l'enfance et de la politique de santé mise en œuvre au travers de la création du Centre Départemental de Santé.

¹ Il s'agit des dépenses de personnel (dépenses de masse salariale, de formation, de déplacement, d'action sociale), hors masse salariale des assistants familiaux intégrée dans le budget des directions de la solidarité.

Concernant la masse salariale, les indicateurs de réalisation pour l'exercice 2022 portent le niveau de dépenses à 65,6M€. La projection pour 2023 est de 68,6M€ soit +4,5% par rapport au CA estimé 2022. En intégrant la masse salariale des assistants familiaux la dépense globale s'établit à 81,1M€.

Le tableau ci-dessous détaille les grands postes de dépenses qui composent la masse salariale et leur montant prévisionnel pour 2023.

| | Prévisionnel 2023 en milliers d'€ |
|---|---|
| Rémunérations titulaires, contractuels, assistants familiaux, apprentis, emplois aidés, vacataires, collaborateurs d'élus (articles 64111-64121-64131-6414-64168-6417-65861 en M57 et 6411-6413 en M4) dont : | 47 359 |
| <i>Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)</i> | 500 |
| <i>Indemnités d'astreintes</i> | 370 |
| Nouvelle bonification indiciaire (NBI) titulaires (article 64113) | 290 |
| Supplément familial de traitement (article 64112-64132) | 408 |
| Régime indemnitaire titulaires, contractuels, indemnité compensatrice, indemnités liées à la perte d'emploi pour les non titulaires (articles 64118-64123-64126-64128-64136-64138) | 10 018 |
| Personnel extérieur au service (articles 621*) | 155 |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération (articles 633*) M57-M4 | 1 221 |
| Charges de sécurité sociale et de prévoyance (articles 645*) M57-M4 | 20 149 |
| Autres charges sociales (articles 647*) | 1090 |
| Autres charges de personnel (articles 648*) | 421 |
| Total masse salariale | 81 111 |

La part de régime indemnitaire représente 21,15% du salaire des agents titulaires et contractuels du conseil départemental (toutes catégories confondues).

Au 31/12/2022, le Département disposait d'un effectif permanent de 1345 agents (1300 ETP) composé de 29% de catégorie A, 14% de catégorie B et 57% de catégorie C. Les contractuels sur postes permanents représentent 5,35% de l'effectif permanent. A l'effectif permanent, s'ajoutent les assistants familiaux, les agents du Pôle Thermal, les contractuels remplaçants et occasionnels, les collaborateurs de cabinet et de groupes ainsi que les apprentis et les contrats aidés soit 20,46% d'agents non permanents.

La moyenne d'âge est d'environ 48 ans alors que la moyenne nationale est de 45 ans. Comme dans la plupart des collectivités les agents poursuivent leur carrière au-delà de l'âge légal, voire 67 ans. Le taux des personnes en situation de handicap est de 11,2%

(référence 2021) l'obligation d'emploi légale étant de 6%.

Les avantages en nature sont évalués en 2023 à 25 897€ soit 10 776€ au titre des avantages au titre des logements et 15 121 € au titre de ceux liés aux véhicules.

L'évolution 2023 s'explique par :

- **Une progression de près de 2 millions d'euros liée à une dépense légale contrainte**

Le budget 2023 devra couvrir un ensemble d'évolutions légales entraînant une majoration de la masse salariale à savoir :

➤ Le coût du Ségur de la Santé appliqué au personnel de la collectivité à compter du 1^{er} avril 2022, a une incidence supplémentaire de +0,480M€ sur l'exercice 2023 comparativement à 2022 (dépense comptabilisée en année pleine sur 2023), la dépense totale 2023 s'établit ainsi à 1,4M€.

➤ Le coût de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (+3.5% à compter du 1^{er} juillet 2022) a un impact complémentaire calculé sur 12 mois de +0,800M€ comparativement à 2022, soit une dépense totale 2023 de 1,5M€.

➤ Enfin, l'impact du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et des avancements de grades est chiffré à hauteur de +0,750M€ comparativement à l'exercice 2022.

- **Un effort budgétaire maîtrisé pour l'action sociale et le soutien au pouvoir d'achat des agents**

L'exercice 2023 mobilise les ressources nécessaires à l'actualisation des mesures d'action sociale (majoration du ticket restaurant à 6 € et mise en œuvre du dispositif des chèques vacances) représentant un effort supplémentaire de 0,418M€ par rapport à 2022. La mise en œuvre du Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement nécessitera en année pleine la mobilisation de 0,200M€ supplémentaires.

Dans un contexte de crise sociale et énergétique, confronté à d'importantes difficultés de recrutement pouvant remettre en cause la continuité du service public, ces mesures sont indispensables pour garantir le niveau de productivité et l'attractivité de la collectivité départementale.

Par ailleurs, par délibération du 22 septembre 2022, le Conseil Départemental s'est mis en conformité avec l'obligation légale du temps de travail définie à 1607 heures à compter du 1er janvier 2023. Ainsi le temps de travail effectif des agents est désormais de 1607 heures par an hors reconnaissance de sujétions particulières. Chaque agent a droit à 25 jours de congés annuels et deux jours de fractionnement. Le travail est organisé en cycles de travail selon les services ou la nature des fonctions permettant d'adapter l'organisation du travail en fonction des besoins spécifiques en répondant à l'intérêt du service public.

A l'exception des cycles particuliers liés à la nature de la mission, des cycles hebdomadaires allant de 35 à 42 heures avec RTT sont au choix de l'agent.

Compte tenu des contraintes financières évoquées plus haut, le financement de ces actions nécessitera obligatoirement :

Des mesures drastiques d'encadrement de la dépense en matière de Ressources Humaines

➤ **Le recours aux contractuels fera l'objet d'un pilotage contraint limitant l'enveloppe financière dédiée à 1,4 millions d'euros pour 455 mois équivalent temps plein contre 2,3 millions d'euros en 2022. L'arrêt des renforts COVID et un pilotage plus rigoureux des remplacements doivent permettre d'atteindre cet objectif déterminant pour encadrer la progression de la dépense RH.**

➤ **Les nouveaux recrutements (hors Centre Départemental de Santé) sont limités à 0,600M€ et rendus nécessaires par l'évolution des interventions départementales.** Pour mémoire les nouveaux recrutements représentaient en 2022 un volume de dépense de 1M€.

Il convient d'indiquer que l'essentiel de l'effort en recrutement est porté sur le CDS avec une évolution des dépenses de personnel de +1,6M€ par rapport à 2022.

➤ **Les délais de carence lors des recrutements vont permettre de générer une économie (turn over) agrégée de 0,400M€.**

B.1.b- Les dépenses des directions de la solidarité départementale : on retiendra notamment l'impact en 2023 de dispositifs décidés par l'Etat mais financés en grande partie par les départements.

Le budget 2023 de l'action sociale devrait avoisiner les 146,8 millions d'euros.

En 2023, 94,7% des dépenses sociales sont constituées d'une part, des trois Allocations Individuelles de solidarité (APA, PCH et RSA) avoisinant les 71,4M€ (soit une part de 48,6%) et d'autre part, des frais d'hébergement et d'accueil dans les domaines de l'Enfance, de la vieillesse et du handicap, soit 67,6M€ représentant une proportion de 46% (accueil en établissement et par les assistants familiaux).

Les principales rubriques composant l'action sociale départementale sont: la protection de l'enfance (38,8M€), le soutien à la perte d'autonomie des personnes en situation de handicap et des personnes âgées dépendantes (79,6M€) ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'insertion (28,2M€).

L'année 2023 verra également la présentation du schéma des solidarités qui portera l'expression des ambitions du Conseil Départemental du Gers en matière de politiques sociales. Ce schéma vise notamment une meilleure visibilité de l'action sociale, une action cohérente et adaptée par une réévaluation et une mise en cohérence, en lien avec les partenaires, de l'action du département pour proposer un service au plus près des besoins des Gersoises et des Gersois. Ce schéma qui s'appuie sur un diagnostic de la situation actuelle traduira les engagements de l'action sociale jusqu'en 2026.

Ce schéma sera soumis au vote de l'assemblée départementale le 24 mars prochain.

S'agissant des mesures du Ségur de la santé :

Entre septembre 2020 et juin 2022, la liste des professionnels sociaux et médico-sociaux

éligibles à la revalorisation salariale de 183 € net par mois s'est allongée par paliers successifs. Dans le cadre du « Ségur de la santé », le gouvernement a acté une revalorisation salariale de 183 € net par mois pour les personnels exerçant en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), afin de récompenser ceux qui ont été en première ligne pendant la crise sanitaire liée au Covid-19. En deux ans, cette hausse de salaire qui vise l'attractivité des métiers a progressivement été étendue aux soignants de nouvelles catégories d'établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), puis aux travailleurs sociaux. Des avancées acquises suite aux mobilisations massives des professionnels.

La dernière vague de revalorisations, qui concerne donc la filière socio-éducative, fait suite à la conférence des métiers du social et du médico-social du 18 février 2022.

Une partie, très fluctuante en fonction des secteurs et catégories socio professionnelles, des coûts des revalorisations salariales est pris en charge par les pouvoirs publics, soit via les crédits des agences régionales de santé (ARS) pour les établissements et services financés ou cofinancés par l'assurance maladie, soit par le biais d'une compensation par les crédits de la CNSA, versés aux conseils départementaux, pour les structures financées par les départements.

L'année 2023 verra la poursuite du Ségur de la santé avec une liste de professionnels concernés sûrement évolutive. Le coût net de ces mesures impactant le budget de la solidarité départementale est estimé à 3,6M€ en 2023 dans les secteurs personnes âgées, personnes handicapées et enfance. On note une progression de la dépense de 0,7M€ comparativement à l'exercice 2022 où la dépense nette devrait avoisiner 2,9M€ au compte administratif.

En ce qui concerne le dispositif « Dotation qualité 3€ » : 2023 verra la continuation de cette mesure. Les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) percevront une « dotation complémentaire », en contrepartie d'actions améliorant la qualité du service rendu à l'utilisateur.

Les priorités définies par le département justifiant le versement de la dotation qualité portent sur:

- l'intervention sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ;
- la contribution à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire ;
- l'amélioration de la qualité de vie au travail des intervenants.

- **La politique de l'Autonomie est au cœur des orientations 2023**

En complément des mesures liées au Ségur de la santé, l'année 2023 sera également marquée par la hausse du tarif « plancher » dans l'aide à domicile, porté de 22 € à 23 € pour 2023 ; cette progression est officialisée par un arrêté publié au Journal officiel du 31 décembre 2022.

Dans un contexte d'inflation, cette revalorisation d'un peu moins de 5% « doit permettre d'absorber une hausse des coûts de production dans les services », explique le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) dans un avis du 25 novembre 2022. Comme l'an dernier, les surcoûts engendrés par l'application du tarif plancher dans

le cadre des plans d'aide financés par l'APA et la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), ont vocation à être intégralement compensés aux départements par la branche autonomie. Mais, à ce jour, aucune confirmation de l'Etat n'a été adressée au département.

- **La politique de prévention et de protection de l'enfance nécessite des moyens en forte progression**

Responsabilité lourde et très sensible pour les départements, la protection de l'enfance avec une dotation 2023 de 38,8M€ enregistre la progression la plus importante, soit + 11,5% par rapport au budget de 2022 (BP+DM).

Les dépenses liées à la rémunération et aux frais de placement des assistants familiaux sont estimées à 14,8M€ afin de tenir compte de la revalorisation du SMIC et du nombre d'enfants confiés toujours croissant. Les crédits en structures d'hébergement de mineurs et de jeunes majeurs progressent fortement (+7,3%) pour tenir compte de l'évolution des tarifs de 2% et des mesures du SEGUR. On notera que ces mesures du Ségur pour les établissements Enfance ne sont pas compensées par la CNSA et sont donc en totalité à la charge du département.

- **La politique d'insertion et de solidarités actives :**

Les dépenses de fonctionnement projetées pour l'exercice 2023 s'élèvent à 28,2M€.

Au sein de cette dotation, la progression du RSA est fixée à +2,3% par rapport au prévisionnel de réalisation en 2022, soit une dotation 2023 de 25,3M€. En 2022, il est à noter un recul des allocations RSA versées de -1,06%.

B.1.c- La mobilisation d'un effort budgétaire orienté sur des enjeux politiques essentiels :

Malgré la contrainte budgétaire, il a été fait le choix de garantir un développement ambitieux pour les politiques publiques départementales au bénéfice des Gersoises et des Gersois.

- **Le Centre Départemental de Santé :**

En raison du fort déficit démographique de médecins généralistes, le Département poursuit son plan de développement des centres de santé au service du développement du territoire Gersois. Les territoires prioritaires ont été retenus sur la base d'un diagnostic territorial de santé réalisé par l'association « la Fabrique des Centres de Santé » et parmi les communes et communautés de communes qui se sont déclarées candidates.

Ainsi, en 2022, trois centres territoriaux ont été créés à Fleurance, à Vic-Fezensac et à Plaisance. En 2023, deux nouveaux centres territoriaux verront le jour à Masseube (avec des antennes à Simorre et Saramon) et à Estang. Ces deux nouveaux centres s'appuieront sur une organisation maîtrisée afin de rationaliser la dépense.

La poursuite des recrutements de médecins salariés sur les centres créés en 2022 ainsi que sur les nouveaux centres nécessitera une dotation complémentaire en dépense de

personnel d'environ +1,57M€ comparativement au compte administratif prévisionnel 2022. La dépense totale de personnel 2023 avoisinera les 2,27M€.

Le budget annexe du CDS est financé par le produit des consultations, quelques subventions de la CPAM et de l'ARS et la participation d'équilibre en provenance du budget principal du département; cette dernière devrait avoisiner les 1,7 millions d'euros en 2023.

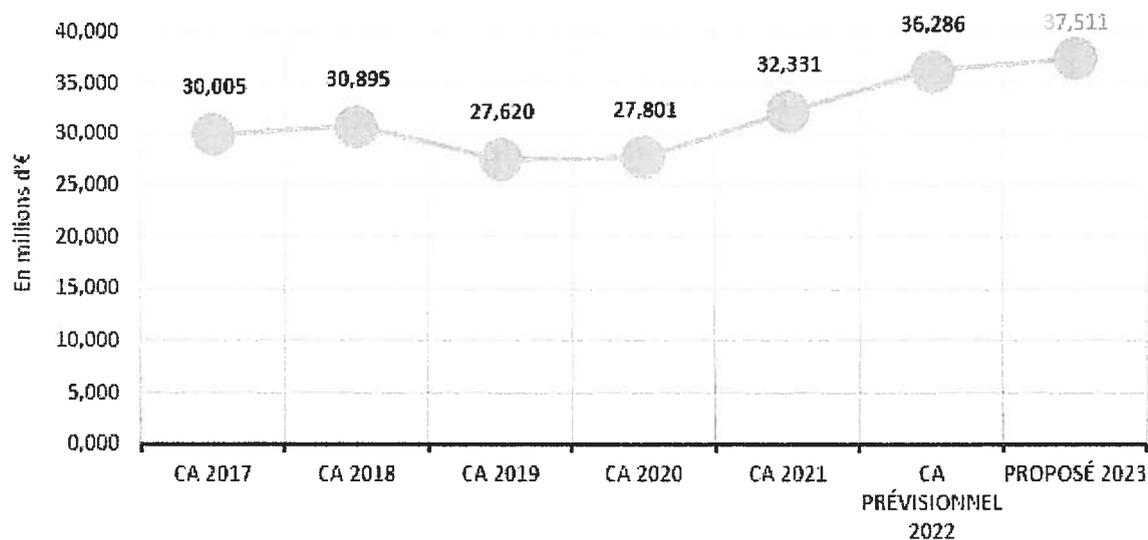
- **Un soutien actualisé au fonctionnement des collèges et à la restauration de qualité**

6 882 collégiens sont accueillis dans les établissements publics gersois depuis la rentrée scolaire 2022. Cet effectif est quasi stable, soit +15 élèves par rapport à l'année scolaire précédente. Le budget de la Direction Collèges Restauration et Enseignement demeure constant par rapport à 2022 mais la stratégie de dépenses est révisée : le Département engagera une révision du calcul de la dotation de fonctionnement des collèges corrélée au niveau des réserves des établissements pour répondre aux tensions inflationnistes et notamment juguler l'impact énergétique sur leur budget. Un effort supplémentaire sera consenti pour la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme d'aide à l'achat de denrées de qualité, plus avantageux, lié au montant global d'achat des produits

Il est également à souligner que malgré une hausse du coût des denrées et de l'énergie, le Département maintient le tarif de vente du repas à 3,25 € pour les collégiens. Pour mémoire le volume d'activité représentait 5 612 repas collégiens journalier en septembre 2022.

B.2- Un niveau d'investissement soutenu

L'investissement, hors dette, avoisinera les 37,5M€ en crédits de paiement. Le compte administratif prévisionnel de 2022 devrait s'établir à 36,3 M€. Cette poursuite de la progression du niveau d'investissement se fait sans augmentation du stock de dette étant ainsi porté à 121,923M€ au 31/12/2023. L'évolution de l'investissement de 2017 à 2023 est présentée sur la courbe suivante (CP hors dette, en millions d'euros, tous budgets confondus):



Le niveau des dépenses d'investissement 2023 traduit la volonté de s'inscrire dans la poursuite de la dynamique du Plan de Relance autour notamment des transitions énergétiques, de la cohésion territoriale, du numérique, tout en poursuivant à leur niveau antérieur les investissements traditionnels liés aux compétences départementales et politiques publiques en découlant.

Au titre des Autorisations de Programme (AP) qui sont la traduction des engagements pluriannuels d'investissement de la collectivité, l'ajustement proposé dans le cadre du budget 2023 devrait avoisiner +50,998M€ (AP nouvelles et ajustement des AP antérieures compris). Cet ajustement comprend notamment 41,277M€ au titre de la direction des déplacements et des infrastructures.

Ainsi, le stock des Autorisations de Programme en cours sera porté à 159,461 millions d'euros (cf tableau des AP présenté en annexe). Sur ce stock, 96,974M€ concernent la direction des déplacements et des infrastructures.

Par grands domaines, le budget d'investissement en Crédits de Paiement se décline, pour l'essentiel, comme suit et traduit les axes forts de la politique d'investissement de la collectivité départementale que sont les transitions énergétiques et écologiques, le désenclavement, l'accompagnement des collectivités locales et les missions habituelles dans le domaine des collèges et des routes.

Une annexe à ce rapport détaille les principales opérations qui s'inscrivent dans les politiques suivantes :

Plan d'investissement 2023

**Propositions 2023 en investissement
(Crédits de paiement, gestion en AP et hors AP), tous budgets**

| DGA/Direction/Politiques en millions d'euros | CA 2022 (prévisionnel) | Budget 2023 |
|---|---------------------------|----------------|
| TOTAL GENERAL | 36,286 | 37,510 |
| TOTAL DGA INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES | 29,057 | 29,754 |
| TOTAL DTDD - DIRECTION TERRITOIRES ET DEVELOPPEMENT DURABLE | 2,590 | 3,535 |
| Politique Logement et Habitat | 0,818 | 1,064 |
| Politique Agriculture | 0,101 | 0,424 |
| Politique Eau et sol | 1,513 | 1,244 |
| Politique Transition énergétique et écologique | 0,002 | 0,540 |
| Politique Préservation des espaces naturels sensibles | 0,130 | 0,250 |
| Politique Thermalisme | 0,026 | 0,014 |
| TOTAL DDI - DIRECTION DEPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES | 19,117 | 18,388 |
| Politique Routes nationales | 4,039 | 2,500 |
| Politique Modes de déplacements doux | 1,601 | 2,825 |
| Politique Routes départementales | 13,150 | 12,963 |
| Politique Logistique | 0,327 | 0,100 |
| TOTAL DPI - DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'IMMOBILIER | 6,087 | 6,731 |
| Politique Enseignement secondaire (collèges) | 3,683 | 3,427 |
| Politique Patrimoine départemental | 2,404 | 3,304 |
| TOTAL DIRECTION INGENIERIE DES TERRITOIRES Aides aux communes et communautés de communes | 1,262 | 1,100 |

| | CA 2022 (prévisionnel) | Budget 2023 |
|---|---------------------------|----------------|
| DGA/Direction/Politiques en millions d'euros | | |
| TOTAL DGA RESSOURCES ET MOYENS | 6,488 | 6,407 |
| TOTAL DOSIN-DIRECTION INFORMATIQUE Dont contribution au Syndicat Mixte Gers numérique en 2023 (transfert de la DAJI vers la DOSIN en 2023 : +1,592M€) | 3,824 | 4,434 |
| TOTAL DAJI -DIRECTION ACTION JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE Contribution au Syndicat Mixte Gers numérique en 2022 (transfert vers la DOSIN en 2023) | 1,139 | 0,000 |
| TOTAL DCRE - DIRECTION COLLEGES, RESTAURATION ET ENSEIGNEMENT | 0,067 | 0,066 |
| TOTAL DRH - DIRECTION RESSOURCES HUMAINES | 0,035 | 0,055 |
| TOTAL DSJPC - DIRECTION SPORT JEUNESSE ET PARTICIPATION CITOYENNE | 0,109 | 0,132 |
| TOTAL DCT - DIRECTION CULTURE TOURISME | 0,494 | 0,721 |
| Politique Actions culturelles spécifiques | 1 000 | 0,195 |
| Politique Lecture publique | 0,021 | 0,031 |
| Politique Patrimoine et musées | 0,144 | 0,199 |
| Politique Archives Départementales | 0,146 | 0,138 |
| Politique Tourisme | 0,174 | 0,135 |
| Politique Préservation des Espace Naturels Départementaux | 0,009 | 0,020 |
| Politique Modes de déplacements doux - Voie verte | 0,000 | 0,003 |
| TOTAL DMG : DIRECTION DES MOYENS GENERAUX | 0,821 | 0,999 |
| TOTAL DGA SOLIDARITE | 0,404 | 1,072 |
| TOTAL DEF : DIRECTION ENFANCE FAMILLE - Achat de matériels PMI | 0,006 | 0,008 |
| TOTAL DISA : DIRECTION INSERTION ET SOLIDARITES ACTIVES Subventions dans le domaine de l'insertion | 0,042 | 0,000 |
| TOTAL DGC - DIRECTION GESTION COORDINATION | 0,356 | 1,064 |
| TOTAL DIRECTION FINANCES dont 200 K€ subvention d'équipement au SDIS | 0,278 | 0,206 |
| DIRECTION CENTRE DE SANTE | 0,060 | 0,070 |
| Divers | 0,000 | 0,002 |

Le besoin de financement de la section d'investissement s'est établi ainsi qu'il suit de 2020 à 2022 :

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE, TOUS BUDGETS (A-B)

| en milliers d'€ | 2020 | 2021 | 2022 prévisionnel |
|---|---------------|---------------|----------------------|
| Dépenses d'investissement, hors annuité en capital de la dette | 27 801 | 32 331 | 36 286 |
| Financement de l'investissement (hors prélèvement sur le résultat) A=1+2+3+4+5 | 29 059 | 43 624 | 30 273 |
| EPARGNE NETTE (avec mise en réserve DMT0) 1 | 8 587 | 20 949 | 6 154 |
| Ressources propres d'investissement (RPI) 2 | 3 514 | 3 804 | 4 836 |
| FCTVA | 3 095 | 3 335 | 3 880 |
| Produits des cessions | 162 | 252 | 401 |
| Diverses RPI | 257 | 217 | 555 |
| Fonds affectés (DSID, DDEC,..) 3 | 2 984 | 2 733 | 1 777 |
| Subventions 4 | 1 673 | 2 138 | 2 506 |
| Emprunt 5 | 12 300 | 14 000 | 15 000 |
| Financement par prélèvement sur le résultat B | 1 258 | 11 293 | -6 013 |

En 2022, le recours à l'emprunt de 15M€ a contribué à 41% du financement des dépenses d'investissement, tandis que l'épargne nette a représenté 17% du total du financement. On notera également un prélèvement de 6M€ sur le résultat (16,6%) pour compléter ce financement.

B.2.a- Les dépenses d'investissement 2023 dans le périmètre de la direction générale adjointe investissements et territoires avoisinent les 30 M€ (soit un peu plus de 80% des dépenses d'investissement). Elles traduisent une volonté de poursuivre un niveau conséquent d'investissement s'adaptant aux effets de l'inflation sur les prix de l'énergie et les conséquences qui en découlent. Plus encore elles visent à accompagner le territoire Gersois dans sa résilience et son adaptation aux divers effets des changements climatiques et géopolitiques en confirmant l'engagement de la collectivité dans les transitions écologiques et énergétiques.

Ainsi, ce budget oriente des efforts particuliers et significatifs pour développer les infrastructures de mobilités douces, pour favoriser la production collective d'énergies renouvelables, pour soutenir le déploiement d'une alimentation et d'une agriculture durable, pour accompagner à la pérennisation de la ressource en eau. Au-delà de ces engagements forts, les niveaux d'investissements sont maintenus élevés en matière de gestion des routes départementales, de modernisation et de rénovation de nos collèges et de nos bâtiments départementaux, de déploiement de notre politique habitat et logement ainsi que d'accompagnement des collectivités dans leurs projets par le biais de nos fonds Gers 2030. Il s'agit de poursuivre les trajectoires engagées en n'en fragilisant aucune.

Par grands domaines, ce budget d'investissement affecté à la DGA investissements et territoires se décline comme suit :

- Concernant **les déplacements et les infrastructures**, l'enveloppe 2023 proposée atteint **18,4M€**

Cet exercice 2023 va se caractériser par la mise en chantier de la section de piste cyclable entre Auch/Aubiet pour une mise en service prévisionnelle courant 2024. Cette opération bénéficiera cette année de 2M€. Par ailleurs, 0,8M€ seront consacrés à l'achèvement de la voie verte, aux travaux sur la Scandibérique en coordination avec le Département des Landes et à l'amélioration des chemins de randonnées inscrits au PDIPR. Ainsi, 2,8 M€ sont consacrés aux mobilités douces.

Pour ce qui est des routes départementales, quasiment 13 M€ permettront de reconduire les programmes de rénovation des chaussées et des ponts ainsi que la sécurisation, conformément à notre politique de gestion du réseau routier départemental. S'agissant des routes nationales, 2,5 M€ sont fléchés pour contribuer au démarrage de la mise à 2x2 voies entre Gimont et Isle-Jourdain sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat à ce stade.

En complément, une enveloppe contenue de 0,1 M€ est fléchée pour le renouvellement annuel de la flotte de véhicules de la collectivité.

- En matière de **gestion immobilière du patrimoine** le département investira cette année **6,7 M€** dans les collèges et dans les bâtiments publics dont il a la charge pour son propre usage ou pour leur mise à disposition.

L'engagement effectif de l'opération du gymnase du collège de Fleurance, pour les premiers travaux programmé début 2024, mobilisera 0,7M€ en 2023. L'accessibilité des collèges de Samatan, Auch Carnot et Aignan portera également sur 0,7M€ et 2 M€ seront affectés pour l'amélioration et la maintenance continue de tous les autres collèges Gersois.

Pour ce qui est du patrimoine immobilier que constituent les bâtiments administratifs, techniques, culturels dans lesquels se déploient l'action de la collectivité, il bénéficiera d'une enveloppe de 3,3 M€. Les opérations les plus significatives étant la réfection des réseaux et des parkings au centre Oxygers à Arreau dont l'activité est florissante au bénéfice des jeunes Gersois, la rénovation des locaux des subdivisions des routes, l'aménagement des locaux du Pôle d'action sociale à Gimont, la poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments accueillant du public dont le bâtiment central de l'Hôtel du département.

- Un budget d'investissement alloué **aux politiques territoriales et au développement durable** à hauteur de **3,5 M€ au soutien des enjeux autour des énergies renouvelables, de l'eau, de l'alimentation et de l'agriculture, de l'habitat et du logement.**

Une première brique de constitution du capital de la SEM **Enr** qui verra le jour dans le courant de l'année 2023 en partenariat avec le Syndicat d'Énergie est prévue au budget

2023 avec une dotation de **0,5M€**. Cet engagement financier significatif traduit la volonté de la collectivité d'accompagner le territoire Gersois dans la transition Energétique.

De même, face à l'enjeu crucial que posent la ressource et la gestion de l'eau, une deuxième tranche de 0,3 M€ est consacrée à la recapitalisation de la CACG prévue au total à hauteur de 0,94M€ au titre de la contribution du département du Gers. L'enveloppe globale fléchée pour la politique de l'eau étant de 1,25 M€ dont une part permettra d'accompagner les collectivités en matière de production d'eau potable, de traitement des eaux usées et de gestion des rivières.

L'**agriculture** se trouvant face à des multiples défis, une situation singulièrement prégnante dans notre département historiquement agricole, une enveloppe de plus de **0,4M€** est mobilisée pour aider à relever ces défis et répartie comme suit : une part sur l'alimentation qui constitue la raison d'être première de l'agriculture, ce volet est un enjeu fort et donc notre clef d'entrée pour agir via le Projet Alimentaire Territorial en cours, bénéficie de 0,175M€ cette année. Une deuxième part sur le volet renouvellement des générations d'agriculteurs et donc les nouvelles installations ainsi que sur le déploiement d'une agriculture durable qui constituent un deuxième enjeu fort : 0,150M€ y sont consacrés en synergie avec la Région Occitanie.

La gestion et le développement des Espaces Naturels Sensibles (**ENS**) bénéficieront de **0,250 M€** pour poursuivre le plan d'action relevant du schéma des ENS en cours.

Par ailleurs 1,05M€ sont affectés aux différentes actions liées à la politique de l'habitat et du logement, principalement pour la production et la réhabilitation de logements sociaux mais également la rénovation énergétique des logements des propriétaires modestes en complément des dispositifs ANAH.

- Le budget d'investissement alloué à **l'accompagnement des collectivités et le soutien aux acteurs économiques du territoire** est de **1,1M€**.

Ce budget est consacré au contrat départemental de développement (C2D) et aux deux dotations départementales rurales (DDR + et DDR) en application du dispositif global Gers 2030. Le montant retenu prend en compte les réalités d'avancement des opérations et donc d'appels de fonds de la part des communes et des communautés de communes.

B.2.b- Les dépenses d'investissement 2023 dans le périmètre de la direction générale adjointe Ressources et Moyens avoisinent les 6,4M€ (soit environ 17% des dépenses d'investissement, hors dette).

- **Au sein de cette enveloppe, 4,4M€** sont consacrés plus particulièrement aux programmes d'équipements informatiques, à la téléphonie, à l'informatisation des collèges, aux investissements en logiciels et aux usages numériques en lien avec le syndicat mixte Gers numérique.

Il s'agit de la traduction d'une politique volontariste en faveur des infrastructures et des

usages numériques portée par la direction organisation des systèmes d'information et numérique (DOSIN) et le syndicat mixte Gers numérique subventionné par le département à hauteur de 1,592M€.

- **La direction des moyens généraux est dotée d'une enveloppe d'investissement avoisinant les 1M€.**

Au sein de cette enveloppe, on notera la nécessité de mobiliser un niveau d'intervention performant pour le renouvellement d'équipement notamment 0,300M€ pour le mobilier des collèges. Les priorités s'appuient sur les travaux réalisés dans les collèges par la Direction du Patrimoine et de l'Immobilier. Les investissements pour le Centre Départemental de Santé mobiliseront une enveloppe de 0,200M€. Le solde de l'enveloppe correspond à l'acquisition de matériels et de mobiliers pour les bâtiments départementaux.

- **La direction de la culture et du tourisme** bénéficie d'une dotation d'investissement de 0,720M€ dont notamment 0,135M€ affectés à la politique touristique, 0,138M€ aux archives départementales, 0,199M€ à la politique patrimoine et musées, 0,195M€ de subventions à des partenaires culturels (dont Ciné 32) pour l'essentiel.

- **Le solde de la dotation affectée à la DGA Ressources et Moyens** est identifiable dans le tableau ci-dessus. Il concerne les directions des collèges (subventions et acquisition de matériels), des ressources humaines (prêts au personnel et équipement pour les postes des agents handicapés), du sport et de la participation citoyenne.

B.2.c- Les dépenses d'investissement 2023 dans le périmètre de la direction générale adjointe des Solidarités atteignent 1,07M€. Cette dotation correspond au versement de subventions d'équipement à des EHPAD et foyer d'accueil médicalisé. Elle intègre également l'opération de numérisation des EHPAD pour 0,250M€.

B.2.d- Une subvention d'équipement au bénéfice du SDIS, à hauteur de 0,200M€, est également prévue dans le cadre de ce plan d'investissement conformément à la convention pluriannuelle 2022-2024 entre le SDIS et le Département ; celle-ci prévoyant un concours de 0,200M€ par an sur 3 ans.

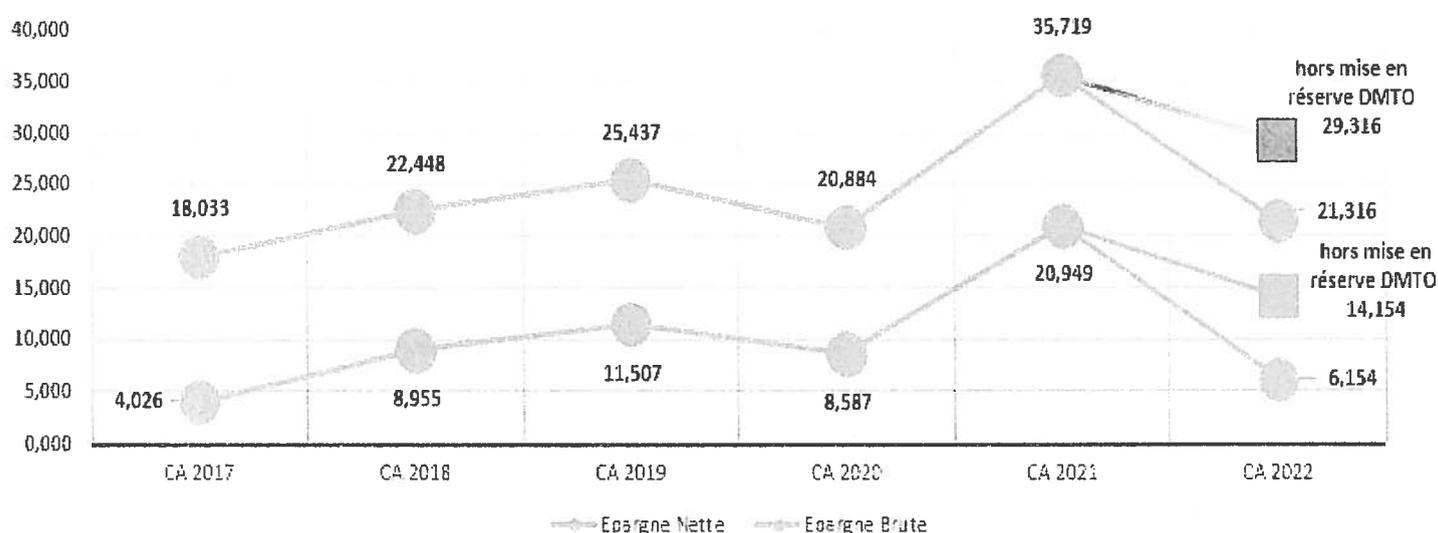
C- Un tassement de l'épargne nécessitant une grande prudence et une rationalisation de la dépense de fonctionnement :

L'épargne brute ou capacité d'autofinancement est le solde de liquidités dégagé par la section de fonctionnement.

Elle doit permettre de couvrir une partie des dépenses de la section d'investissement. Son niveau témoigne de l'aisance de la section de fonctionnement et de la capacité à se désendetter et/ou à investir. En 2022, sous l'effet de ciseaux structurel découlant de la stagnation des dotations de l'Etat et de la progression des dépenses de

fonctionnement dont notamment d'action sociale et de personnel, la capacité d'autofinancement de la collectivité s'est dégradée. Le niveau de l'épargne brute (tous budgets confondus, avec mise en réserve au titre des DMTO) est estimé à 21,316M€ au compte administratif prévisionnel 2022 contre 35,719M€ en 2021. L'épargne nette (ou épargne disponible) est obtenue en déduisant de l'épargne brute le remboursement de l'annuité en capital des emprunts. Elle devrait se rapprocher de 6,154M€ en 2022 contre 20,949M€ en 2021 (tous budgets confondus).

L'autofinancement dégagé en 2022 est en diminution par rapport à celui de 2021. Cet autofinancement permet malgré tout de maintenir un niveau d'investissement soutenu et d'inscrire le Département dans la poursuite des investissements d'avenir. La courbe ci-dessous présente les niveaux d'épargne de 2017 à 2022. Il convient également de prendre en compte la mise en réserve de DMTO de 8M€ réalisée en 2022 qui constitue un autofinancement mobilisable en cas de baisse des ressources de DMTO.



III- En conclusion :

En 2023, le Département du Gers conforte son niveau d'investissement. Par cette orientation stratégique majeure, il entend être un rouage essentiel de la relance pour faire face à la crise économique et sociale qui sévit. Par ailleurs, le Département confirme son rôle de chef de file des solidarités sur le territoire au service des habitants avec une ambition et un déterminisme indéfectibles. La poursuite du plan de développement du centre départemental de santé est une réponse aux besoins du territoire.

En 2023, le département continuera à hiérarchiser les priorités de l'action publique et à mener des politiques évolutives, fondées sur l'innovation, les transitions énergétiques et écologiques, la cohésion territoriale.

Par ailleurs, le transfert de l'ensemble des RN gersois au département au 1er janvier 2024 est confirmé. L'année 2023 sera donc consacrée à la préparation de ce transfert dont notamment la reprise de la maîtrise d'ouvrage de la mise à 2x2 voies de la RN124.

Je vous prie de bien vouloir me donner acte de la communication des orientations budgétaires 2023 ainsi présentées, qui concernent le niveau d'investissement et de fonctionnement et le recours à l'emprunt d'équilibre.

Philippe DUPOUY

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Dupouy', with a long horizontal stroke extending to the left and a shorter one to the right.

INVESTISSEMENTS GERES EN AUTORISATION DE PROGRAMME €

| | A | B | C | D | E |
|--|--|---|----------------------------|---|--------------------------------|
| | AP Votées au 31/12/2022 - cumul mandaté au 31/12/2022 (Stock AP au 31/12/2022) | AP Nouvelles propositions Exercice 2023 | TOTAL AP en cours (A+B) | CP Nouvelles propositions Exercice 2023 | Solde CP 2024 et ultérieurs |
| SOUTIEN A L'AGRICULTURE DURABLE 2020/1 | 624 037,00 | -321 796,00 | 302 239,00 | 180 000,00 | 122 239,00 |
| AIDE AU LOGEMENT SUBVENTIONS 2017-2022 | 1 990 682,00 | -1 994,00 | 1 988 688,00 | 288 887,00 | 1 699 801,00 |
| PARC HLM 2017-2022 | 6 088 000,00 | 0,00 | 6 088 000,00 | 645 000,00 | 5 443 000,00 |
| ASSANISSEMENT DES AGGLOMERATIONS SUBVENTIONS 2020-2023 | 168 943,52 | 101 771,44 | 270 714,96 | 105 950,28 | 164 764,68 |
| EAU POTABLE 2021/1 | 205 375,00 | 0,00 | 205 375,00 | 89 205,00 | 116 170,00 |
| NESTE RETENUE DE LA BATAILLOUZE SAFER 2013/1 | 80 276,28 | 0,00 | 80 276,28 | 9 000,00 | 71 276,28 |
| NESTE OUVRAGES HYDRAULIQUES 2020/1 | 735 722,92 | 5 841,60 | 741 564,52 | 96 000,00 | 645 564,52 |
| QUALITE DE L'EAU SUBVENTIONS AUX SYNDICATS DE RIVIERES 2017-2023 | 486 804,55 | 286 751,16 | 773 555,71 | 231 508,24 | 542 047,47 |
| ESPACES NATURELS DEPARTEMENTAUX SITE DU MOURA 2017/1 ET 2023/1 | 15 491,75 | 236 508,25 | 252 000,00 | 182 000,00 | 70 000,00 |
| ESPACES NATURELS DEPARTEMENTAUX SITES NATURELS SENSIBLES 2017/2 ET 2023/2 | 0,01 | 870 999,99 | 871 000,00 | 61 000,00 | 810 000,00 |
| DIRECTION TERRITOIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE | 10 395 333,03 | 1 178 080,44 | 11 573 413,47 | 1 888 550,52 | 9 684 862,95 |
| EQUIPEMENTS DIVERS MATERIELS ROULANTS 2021/1 | 493 100,17 | 56 899,83 | 550 000,00 | 100 000,00 | 450 000,00 |
| NOUVELLES MOBILITES PISTE CYCLABLE 2022/1 | 4 681 874,22 | 10 032 233,78 | 14 714 108,00 | 2 106 000,00 | 12 608 108,00 |
| MODERNISATION DES ROUTES DEPARTEMENTALES 2017-2023 | 2 717 788,49 | 3 611 939,51 | 6 329 728,00 | 2 009 351,00 | 4 320 377,00 |
| MOYENS D'EXECUTION DES ROUTES DEPARTEMENTALES 2019/1 ET 2022/1 | 3 590 201,54 | 369 798,46 | 3 960 000,00 | 1 000 000,00 | 2 960 000,00 |
| OUVRAGES D'ART DES ROUTES DEPARTEMENTALES 2016-2023 | 1 627 753,10 | 886 193,38 | 2 513 946,48 | 640 000,00 | 1 873 946,48 |
| PLAN DEPARTEMENTAL ITINERAIRE DE PROMENADE ET DE RANDONNEE 2019 / 1 ET 2022/1 | 334 253,20 | -23 753,20 | 310 500,00 | 73 500,00 | 237 000,00 |
| RENOVATION DES ROUTES DEPARTEMENTALES 2016-2023 | 8 483 899,07 | 25 806 100,93 | 34 290 000,00 | 8 200 000,00 | 26 090 000,00 |
| VOIE VERTE 2019/1 B49 | 1 659 894,46 | 537 505,54 | 2 197 400,00 | 645 000,00 | 1 552 400,00 |
| VOIRIE NATIONALE RN 124 SECTION AUCH-TOULOUSE 2021/1 | 32 108 000,00 | 0,00 | 32 108 000,00 | 2 500 000,00 | 29 608 000,00 |
| DIRECTION DES DEPLACEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES | 55 696 764,25 | 41 276 918,23 | 96 973 682,48 | 17 273 851,00 | 79 699 831,48 |
| AUTRES BATIMENTS CENTRE ARREAU 2017/1 | 4 552,56 | 0,00 | 4 552,56 | 2 946,00 | 1 606,56 |
| AUTRES BATIMENTS PLATEFORME ALIMENTAIRE 2017/2 | 2 315,00 | 0,00 | 2 315,00 | 2 315,00 | 0,00 |
| AUTRES BATIMENTS P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2018/1 | 11 468,60 | 0,00 | 11 468,60 | 2 550,00 | 8 918,60 |
| AUTRES BATIMENTS TRAVAUX DE MAINTENANCE PROGRAMMATION TRIENNALE 2019/1 et 2022/1 | 385 566,99 | -18 566,99 | 367 010,00 | 222 500,00 | 144 510,00 |
| AUTRES BATIMENTS RESEAU EAU ET CHEMINEMENTS CENTRE ARREAU 2020/2 | 681 008,28 | 300 000,00 | 981 008,28 | 376 100,00 | 604 908,28 |
| AUTRES BATIMENTS P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2023/1 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 3 160,00 | 36 840,00 |
| AUTRES BATIMENTS TRAVAUX ACCESSIBILITE CINEMAS 2023/2 | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | 2 000,00 | 298 000,00 |
| SOUS-TOTAL AUTRES BATIMENTS | 1 084 971,43 | 621 443,01 | 1 706 354,44 | 611 571,00 | 1 094 783,44 |

INVESTISSEMENTS GERES EN AUTORISATION DE PROGRAMME €

| | A | B | C | D | E |
|--|--|---|----------------------------|---|--------------------------------|
| | AP Voies au 31/12/2022 - cumulé mandaté au 31/12/2022 (Stock AP au 31/12/2022) | AP Nouvelles propositions Exercice 2023 | TOTAL AP en cours (A+B) | CP Nouvelles propositions Exercice 2023 | Solde CP 2024 et ultérieurs |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX ABBAYE DE FLARAN 2010/1 ET 2018/5 | 927 419,45 | -986,28 | 926 433,17 | 96 000,00 | 830 433,17 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2018/1 | 138 658,01 | -100 000,00 | 38 658,01 | 14 090,00 | 24 568,01 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION THERMES CASTERA-VERDUZAN 2018/3 B51 | 16 245,83 | 0,00 | 16 245,83 | 4 600,00 | 11 645,83 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION LABORATOIRE VETERINAIRE 2018/4 B54 | 4 504,17 | 0,00 | 4 504,17 | 1 350,00 | 3 154,17 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX DE RENOVATION BATIMENTS LES COLONNES 2018/6 | 600 588,80 | -600 588,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX RAFFRAICHISSEMENT LOCAL 2018/7 | 683 695,96 | -680 000,00 | 3 695,96 | 1 150,00 | 2 545,96 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX MAISON DEPARTEMENTALE DES SOLIDARITES CONDOM 2018/9 | 109 293,20 | 0,00 | 109 293,20 | 97 480,00 | 11 813,20 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX DE MAINTENANCE PROGRAMMATION TRIENNALE 2019/1 | 466 776,97 | 0,00 | 466 776,97 | 121 000,00 | 345 776,97 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX AGENDA ACCESSIBILITE 2019/2 | 689 480,10 | 0,00 | 689 480,10 | 276 125,00 | 413 355,10 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX AMENAGEMENT THERMES CASTERA-VERDUZAN 2019/3 B51 | 5 252,98 | -5 252,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX SITE PARC DEPARTEMENTAL 2019/4 | 1 200 000,00 | 0,00 | 1 200 000,00 | 0,00 | 1 200 000,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX REHABILITATION LABORATOIRE VETERINAIRE 2019/5 B54 | 45 608,00 | 0,00 | 45 608,00 | 30 000,00 | 15 608,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX DE MAINTENANCE PROGRAMMATION TRIENNALE 2022/1 | 861 840,71 | 1 484 037,00 | 2 345 877,71 | 990 000,00 | 1 355 877,71 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX THERMES CASTERA-VERDUZAN 2022/2 B51 POLE THERMAL | 90 000,00 | 0,00 | 90 000,00 | 55 000,00 | 35 000,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX RENOVATION ENERGIEQUE 2022/3 | 200 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 154 000,00 | 46 000,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX TRAVAUX PAS GIMONT 2022/4 | 143 248,45 | 0,00 | 143 248,45 | 133 000,00 | 10 248,45 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2023/1 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 17 150,00 | 182 850,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION LABORATOIRE VETERINAIRE 2023/2 B54 | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 1 650,00 | 18 350,00 |
| BATIMENTS DEPARTEMENTAUX P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION THERMES CASTERA-VERDUZAN 2023/3 B51 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 5 600,00 | 59 400,00 |
| SOUS-TOTAL BATIMENTS DEPARTEMENTAUX | 6 182 612,83 | 382 268,94 | 6 564 881,77 | 1 998 175,00 | 4 566 706,77 |
| COLLEGE PUBLIC TRAVAUX EXTENSION SERVICE RESTAURATION ISLE-JOURDAIN 2012/1 | 6 104,41 | -6 104,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| COLLEGE PUBLIC CONSTRUCTION 22EME COLLEGE ISLE-JOURDAIN 2014/1 | 181 931,81 | 0,00 | 181 931,81 | 77 854,00 | 104 077,81 |
| COLLEGE PUBLIC SUBVENTION AUX CITES SCOLAIRES 2017/1 | 388 600,00 | -171 811,00 | 216 789,00 | 216 789,00 | 0,00 |
| COLLEGE PUBLIC P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2018/1 | 147 577,87 | -80 000,00 | 67 577,87 | 43 200,00 | 24 377,87 |
| COLLEGE PUBLIC D'EAU TRAVAUX 2018/2 | 4 972 952,00 | 0,00 | 4 972 952,00 | 28 000,00 | 4 944 952,00 |
| COLLEGE PUBLIC LAVIERE SERVICE DE RESTAURATION DES COLLEGES 2018/3 | 139 441,91 | 202 000,00 | 341 441,91 | 39 000,00 | 302 441,91 |
| COLLEGE PUBLIC SUBVENTION POUR TRAVAUX DE CONSTRUCTION GYMNASSE DE FLEURANCE 2018/4 | 2 852 236,71 | 1 000 000,00 | 3 852 236,71 | 562 000,00 | 3 290 236,71 |
| COLLEGE PUBLIC TRAVAUX DE RENOVATION DES COLLEGES 2019/1 | 906 247,90 | 0,00 | 906 247,90 | 232 000,00 | 674 247,90 |
| COLLEGE PUBLIC AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMME 2019/2 | 652 012,13 | 250 000,00 | 902 012,13 | 287 631,00 | 614 381,13 |
| COLLEGE PUBLIC TRAVAUX D'ACCESSIBILITE 2019/4 | 308 084,99 | 0,00 | 308 084,99 | 0,00 | 308 084,99 |
| COLLEGE PUBLIC SUBVENTION REGION CITE SCOLAIRE DE NOGARO 2020/1 | 52 500,00 | -6 143,00 | 46 357,00 | 46 357,00 | 0,00 |
| COLLEGE PUBLIC SUBVENTION REGION CITE SCOLAIRE DE LECTOURE 2020/2 | 2 490 000,00 | 0,00 | 2 490 000,00 | 200 000,00 | 2 290 000,00 |
| COLLEGE PUBLIC TRAVAUX DE RENOVATION DES COLLEGES 2022/1 | 3 021 868,91 | 0,00 | 3 021 868,91 | 1 506 734,00 | 1 515 134,91 |
| COLLEGE PUBLIC TRAVAUX DE RENOVATION ENERGIEQUE 2022/2 | 187 676,62 | 0,00 | 187 676,62 | 67 650,00 | 120 026,62 |
| COLLEGE PUBLIC TRAVAUX D'ACCESSIBILITE 2022/3 | 1 000 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 7 000,00 | 993 000,00 |
| COLLEGE PUBLIC P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2023/1 | 0,00 | 600 000,00 | 600 000,00 | 52 900,00 | 547 100,00 |
| COLLEGE PUBLIC LAVIERE SERVICE DE RESTAURATION DES COLLEGES 2EME TRANCHE 2023/2 | 0,00 | 450 000,00 | 450 000,00 | 2 000,00 | 448 000,00 |
| SOUS-TOTAL COLLEGES PUBLICS | 17 307 232,26 | 2 237 941,59 | 19 545 173,85 | 3 369 115,00 | 16 176 058,85 |
| ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SUBVENTION TRAVAUX IUT 2016/1 | 9 774,00 | -9 774,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2018/1 | 5 458,59 | 0,00 | 5 458,59 | 1 700,00 | 3 758,59 |
| ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TRAVAUX AMENAGEMENT IUT IUJM 2019/1 | 10 000,28 | -10 000,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SUBVENTION POUR TRAVAUX INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS (IFS) 2021/1 | 150 000,00 | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TRAVAUX AMENAGEMENTS INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DU PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION (INSPÉ) 2022/1 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR P3 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION 2023/1 | 0,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 2 120,00 | 22 880,00 |
| SOUS-TOTAL ETABLISSEMENTS SUPERIEURS | 275 232,87 | 5 225,72 | 280 458,59 | 3 820,00 | 276 638,59 |
| TRANSITION ENERGIEQUE REALISATION PLATEFORME ENERGIE 2016/1 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 500,00 | 1 000,00 |
| TRANSITION ENERGIEQUE PHOTOVOLTAIQUE OMBRIERE 2020/1 | 440 631,52 | 0,00 | 440 631,52 | 397 070,00 | 43 561,52 |
| TRANSITION ENERGIEQUE MAINTENANCE PLATEFORME SARAMON 2022/1 | 150 000,00 | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| SOUS-TOTAL TRANSITION ENERGIEQUE | 592 131,52 | 0,00 | 592 131,52 | 397 070,00 | 194 561,52 |
| DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'IMMOBILIER | 25 442 123,71 | 3 246 879,26 | 28 689 002,97 | 6 380 251,00 | 22 308 751,97 |

INVESTISSEMENTS GERES EN AUTORISATION DE PROGRAMME €

| | A | B | C | D | E |
|---|---|---|----------------------------|---|--------------------------------|
| | AP Volées au 31/12/2022 - cumulé mandaté au 31/12/2022 (Stock AP au 31/12/2022) | AP Nouvelles propositions Exercice 2023 | TOTAL AP en cours (A+B) | CP Nouvelles propositions Exercice 2023 | Solde CP 2024 et ultérieurs |
| C2D 2017-2021 | 408 543,56 | -3 965,51 | 404 578,05 | 230 000,00 | 174 578,05 |
| SOUS-TOTAL C2D CONTRAT DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT | 408 543,56 | -3 965,51 | 404 578,05 | 230 000,00 | 174 578,05 |
| DOTATION DEPARTEMENTALE RURALE 2018-2021 | 283 570,82 | -18 170,82 | 265 400,00 | 120 000,00 | 145 400,00 |
| DOTATION DEPARTEMENTALE RURALE PLUS 2021/1 | 480 020,38 | -48 020,38 | 432 000,00 | 180 000,00 | 252 000,00 |
| SOUS-TOTAL DOTATION DEPARTEMENTALE RURALE | 763 591,20 | -66 191,20 | 697 400,00 | 300 000,00 | 397 400,00 |
| SUBVENTION SOLIDARITE TERRITORIALE 2022/1 | 8 666 608,20 | -3 108,20 | 8 663 500,00 | 570 000,00 | 8 093 500,00 |
| SOUS-TOTAL SUBVENTION SOLIDARITE TERRITORIALE | 8 666 608,20 | -3 108,20 | 8 663 500,00 | 570 000,00 | 8 093 500,00 |
| MISSION INGENIERIE TERRITORIALE | 9 838 742,96 | -73 264,91 | 9 765 478,05 | 1 100 000,00 | 8 665 478,05 |
| TOTAL DGA INVESTISSEMENT ET TERRITOIRES | 101 372 963,95 | 45 628 613,02 | 147 001 576,97 | 26 642 652,52 | 120 358 924,45 |
| INVENTAIRE ARCHIVES RAYONNAGE 2022/1 | 2 564,00 | 30 000,00 | 32 564,00 | 30 000,00 | 2 564,00 |
| DIRECTION DES MOYENS GENERAUX | 2 564,00 | 30 000,00 | 32 564,00 | 30 000,00 | 2 564,00 |
| NUMERISATION DES COLLEGES PUBLICS 2021/1 | 66 052,49 | 166 000,00 | 232 052,49 | 215 000,00 | 17 052,49 |
| EQUIPEMENTS INFORMATIQUES 2021/1 | 38 795,85 | -38 795,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| INTERNET INTRANET EVOLUTION SITE INTERNET DU DEPARTEMENT 2018/1 ET 2023/1 | 18 033,38 | 181 966,62 | 200 000,00 | 30 000,00 | 170 000,00 |
| LOGICIEL 2018-2023 | 551 305,17 | 500 000,00 | 1 051 305,17 | 767 252,00 | 284 053,17 |
| HAUT DEBIT GERS NUMERIQUE 2014/1 et 2023/1 | 2 281 236,00 | 2 495 958,00 | 4 777 194,00 | 1 592 398,00 | 3 184 796,00 |
| DIRECTION ORGANISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET NUMERIQUE | 2 955 422,89 | 3 305 128,77 | 6 260 551,66 | 2 604 650,00 | 3 655 901,66 |
| COLLEGES PRIVES 2020-2023 | 84 023,59 | 33 240,41 | 117 264,00 | 45 735,00 | 71 529,00 |
| DIRECTION COLLEGES, RESTAURATION ET ENSEIGNEMENT | 84 023,59 | 33 240,41 | 117 264,00 | 45 735,00 | 71 529,00 |
| CONSERVATION, RESTAURATION DU PATRIMOINE 2019-2023/1 | 280 542,00 | 192 506,00 | 473 048,00 | 160 000,00 | 313 048,00 |
| CONSERVATION RESTAURATION DU PATRIMOINE CATHEDRALE DE CONDOM ET DE LA ROMIEU 2023/2 | 0,00 | 775 000,00 | 775 000,00 | 0,00 | 775 000,00 |
| DEVELOPPEMENT LECTURE PUBLIQUE 2019/1 | 32 000,00 | 0,00 | 32 000,00 | 8 000,00 | 24 000,00 |
| ESPACES NATURELS DEPARTEMENTAUX CHEMIN DU HALAGE 2012/2 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 0,00 |
| DIRECTION CULTURE ET TOURISME | 317 542,00 | 967 506,00 | 1 285 048,00 | 173 000,00 | 1 112 048,00 |
| CENTRE VACANCES PROJET SPORT OXYGERS 2019/1 | 68 300,00 | 0,00 | 68 300,00 | 40 000,00 | 28 300,00 |
| ACQUISITION TERRAIN PARKING GRAZIAC 2023/3 | 0,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | 9 000,00 | 71 000,00 |
| PLAN DEPARTEMENTAL ESPACES SITES ITINERAIRES APPLICATION NUMERIQUE 2021/1 | 40 000,00 | -40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| REINVENTER LE GERS - BUDGET PARTICIPATIF 2018-2023 | 561 503,90 | -6 008,90 | 555 500,00 | 55 500,00 | 500 000,00 |
| DIRECTION SPORT, JEUNESSE ET PARTICIPATION CITOYENNE | 669 803,90 | 33 996,10 | 703 800,00 | 104 500,00 | 599 300,00 |
| TOTAL DGA RESSOURCES ET MOYENS | 4 029 356,38 | 4 369 871,28 | 8 399 227,66 | 2 957 885,00 | 5 441 342,66 |
| HEBERGEMENT PERSONNES AGEES - SUBVENTIONS AUX MAISONS DE RETRAITE 2019-2023 | 1 860 650,00 | 1 000 000,00 | 2 860 650,00 | 823 630,00 | 2 037 020,00 |
| HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES - SUBVENTIONS AUX MAISONS DE RETRAITE 2022/1 | 800 000,00 | 0,00 | 800 000,00 | 240 000,00 | 560 000,00 |
| DIRECTION GESTION COORDINATION | 2 660 650,00 | 1 000 000,00 | 3 660 650,00 | 1 063 630,00 | 2 597 020,00 |
| TOTAL DGA SOLIDARITE | 2 660 650,00 | 1 000 000,00 | 3 660 650,00 | 1 063 630,00 | 2 597 020,00 |
| SECURITE CIVILE - SUBVENTION AU SDIS POUR LES CASERNES 2022/1 | 400 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| TOTAL DIRECTION FINANCES | 400 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| TOTAL GENERAL | 108 462 970,33 | 50 998 484,30 | 159 461 454,63 | 30 864 167,52 | 128 597 287,11 |

| | |
|----------------------|----------------------|
| CP EN AP | 30 864 167,52 |
| CP HORS AP | 6 646 161,27 |
| TOTAL CP 2023 | 37 510 328,79 |

BUDGET 2023**FONCTIONNEMENT GERE EN AUTORISATION D'ENGAGEMENT €**

| | A | B | C | D | E |
|--|---|---|-------------------------------|---|--------------------------------|
| | AE Votées au 31/12/2022 - cumul mandaté au 31/12/2022 (Stock AE au 31/12/2022) | AE Nouvelles propositions Exercice 2023 | TOTAL AE en cours (A+B) | CP Nouvelles propositions Exercice 2023 | Solde CP 2024 et ultérieurs |
| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | | |
| Projet Erasmus "de d'Artagnan à Napoléon, pas à pas l'Europe de Dumas" AP 2023/1 | 0,00 | 371 500,00 | 371 500,00 | 222 190,00 | 149 310,00 |
| DIRECTION SPORT, JEUNESSE ET PARTICIPATION CITOYENNE | 0,00 | 371 500,00 | 371 500,00 | 222 190,00 | 149 310,00 |

Plan d'investissement 2023
Propositions 2023 en investissement (crédits de paiement, gestion en AP et hors AP), tous budgets

En €

| Budget | Direction/Politiques/Programmes/Opérations | CA 2022 (prévisionnel) | Budget 2023 |
|--------------------------------------|--|---------------------------|-------------------|
| | TOTAL GENERAL | 36 286 083 | 37 510 329 |
| | TOTAL DGAIT - DIRECTION GENERALE ADJOINTE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES | 29 056 607 | 29 754 018 |
| | TOTAL DTDD - DIRECTION TERRITOIRES ET DEVELOPPEMENT DURABLE | 2 589 621 | 3 535 216 |
| | Politique Logement et Habitat | 817 574 | 1 083 887 |
| Budget principal | Fonds social logement (FSL) | 117 131 | 130 000 |
| | Aide au logement | 178 803 | 288 887 |
| | Parc HLM | 521 640 | 645 000 |
| | Politique Agriculture | 100 669 | 424 325 |
| | Agriculture durable | 66 537 | 249 000 |
| Budget principal | Equipements des exploitations agricoles | | 150 000 |
| Budget 49 espaces naturels sensibles | Plantations de haies et d'arbres (agroforesterie) | 49 000 | 64 000 |
| Budget principal | Etude création d'une plateforme logistique alimentaire | 4 860 | 20 000 |
| Budget principal | Plateforme "C'est lait dans le Gers" | 0 | 10 000 |
| Budget 49 espaces naturels sensibles | Opération plantation 7 000 arbres | 12 677 | 5 000 |
| | Alimentation durable | 34 132 | 175 325 |
| Budget principal | Subvention à la cuma champs Bio du gers | 12 317 | 102 877 |
| | Subvention à épisèmes | 0 | 48 479 |
| | Subvention au groupement V221 | 0 | 18 815 |
| | Subvention au collectif maïs population rouge | 21 815 | 5 454 |
| | Politique Eau et sol | 1 513 038 | 1 243 824 |
| Budget principal | Eau potable | 288 875 | 89 205 |
| Budget principal | Subvention à Trigone pour le raccordement de l'unité de production d'eau Pléhaut | 263 750 | 13 830 |
| Budget principal | Subvention au syndicat intercommunal d'alimentation eau potable (SIAEP) Arrais Gimone pour l'unité de production d'eau de Mauvezin | 25 125 | 75 375 |
| Budget 49 espaces naturels sensibles | Qualité de l'eau Subventions aux syndicats de rivières et autres | 282 752 | 231 508 |
| Budget 47 Satèse | Qualité de l'eau Acquisitions matériels et autres Satèse | 1 301 | 9 600 |
| Budget principal | Institution Adour Garonne | 295 000 | 300 000 |
| Budget principal | Assainissement Budget principal | 22 364 | 105 950 |
| Budget 47 Satèse | Assainissement Budget Satèse | 0 | 6 200 |
| | Système de la Neste | 622 747 | 501 360 |
| Budget principal | Recapitalisation Compagnie Aménagement Coteaux de Gascogne | 373 587 | 280 190 |
| | Ouvrages hydrauliques du Bousquellara et Lizet | 240 435 | 96 000 |
| | Réservoir de la Bataillouze | 8 724 | 125 170 |
| | Politique Transition énergétique et écologique | 1 640 | 540 000 |
| Budget principal | Participation au capital de la SEM Enr | 0 | 500 000 |
| Budget principal | Etude réseau de chaleur Thermes de Castéra | 1 639,55 | 40 000 |
| | Politique Préservation des espaces naturels sensibles | 130 469 | 249 680 |
| Budget 49 Espaces naturels sensibles | Espaces naturels sensibles | 69 551 | 243 000 |
| Budget principal | Site du Moura | 50 493 | 182 000 |
| | Schéma des ENS | 19 058 | 61 000 |
| | Espaces naturels sensibles non départementaux | 60 918 | 6 680 |
| Budget 51 Pôie thermal | Politique Thermalisme | 26 231 | 13 500 |
| | TOTAL DDI - DIRECTION DEPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES | 19 117 181 | 18 387 851 |
| | Politique Routes nationales | 4 039 000 | 2 500 000 |
| Budget principal | Participation à la mise en 2x2 voies de la RN 124 | 4 039 000 | 2 500 000 |
| | Politique Modes de déplacements doux | 1 600 978 | 2 824 500 |
| Budget 49 Espaces naturels sensibles | PDIPR : GR65 | 124 747 | 73 500 |
| | Nouvelles mobilités | 225 126 | 2 106 000 |
| Budget principal | Création de la piste cyclable bidirectionnelle entre Auch et Aubiet | 223 938 | 1 975 000 |
| | Etude pour la stratégie relative aux mobilités | 0 | 50 000 |
| | Autres dépenses (trais insertion . . .) | 1 188 | 81 000 |
| | Voie verte | 1 251 106 | 645 000 |
| Budget 49 espaces naturels sensibles | Réalisation de la Scandibérique | 0 | 264 200 |
| Budget principal | Poursuite de l'aménagement voie verte de l'Armagnac jusqu'à Eauze | 1 251 106 | 380 800 |
| | Politique Routes départementales | 13 149 864 | 12 963 351 |
| Budget principal | Matériels de signalisation | 293 004 | 321 000 |
| | Signalisation et équipement RD | 293 004 | 321 000 |
| | Ouvrages d'art | 605 807 | 680 000 |
| | Sécurité routière : acquisition de glisrières | 65 913 | 50 000 |
| | Rénovation des routes départementales | 9 261 924 | 8 530 000 |
| | Moyens d'équipement des RD : acquisition de matériels techniques | 40 981 | 52 000 |
| | Moyens d'exécution acquisition de matériels roulants | 1 441 548 | 1 321 000 |
| | Modernisation des RD | 1 440 687 | 2 009 351 |
| | Politique Logistique | 327 339 | 100 000 |
| Budget principal | Achats de matériels et outillages techniques | 20 435 | 0 |
| Budget principal | Achats de matériels de transport | 306 903 | 100 000 |
| Budget principal | Equipement divers | 327 339 | 100 000 |
| | TOTAL DPI - DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'IMMOBILIER | 6 087 351 | 6 730 951 |
| | Politique Enseignement secondaire (collèges) | 3 683 341 | 3 426 615 |
| Budget principal | Travaux de maintenance des collèges | 1 839 188 | 1 746 234 |
| | Subvention gymnase de Fleurance | 68 688 | 562 000 |
| | Subvention aux cités scolaires de Lectoure et de Nogaro | 700 000 | 463 146 |
| | Travaux d'accessibilité des collèges de Samatan, Carnot et Aignan | 0 | 294 631 |
| | Travaux d'accessibilité des collèges de Gimont et Tère tranche de Samatan | 424 351 | 0 |
| | Travaux 22ème collège Isle-Jourdain | 50 858 | 7 854 |
| | Travaux collège Eauze | 8 748 | 28 000 |
| | Travaux laverie des collèges de Carnot et de Fleurance | 360 640 | 41 000 |
| | Travaux P3 chauffage ventilation climatisation Collèges | 79 011 | 96 100 |
| | Subvention pour construction gymnase Isle-Jourdain | 0 | 70 000 |
| | Travaux de rénovation énergétique | 137 323 | 61 650 |
| Budget principal | Matériel et outillage technique | 14 535 | 56 000 |

En €

| Budget | Direction/Politiques/Programmes/Opérations | CA 2022 (prévisionnel) | Budget 2023 |
|--------------------------------------|---|---------------------------|------------------|
| | Politique Patrimoine départemental | 2 404 010 | 3 304 336 |
| | Travaux Centre Arreau | 86 335 | 381 608 |
| | Travaux de rénovation et des réseaux du centre de vacances de Arreau | 43 655 | 379 046 |
| Budget principal | P3 chauffage ventilation climatisation centre de Arreau | 20 508 | 1 560 |
| | Travaux de maintenance Centre Arreau | 2 172 | 1 000 |
| | Travaux Cinéma | 44 909 | 156 000 |
| | Travaux maintenance cinéma | 11 919 | 4 000 |
| Budget principal | Accessibilité cinéma | | 2 000 |
| | Rénovation des cinémas (étude et travaux) | 32 990 | 150 000 |
| | Autres bâtiments | 36 077 | 162 965 |
| Budget 57 autodrome de Nogaro | Travaux autodrome de Nogaro | 17 438 | 80 000 |
| | Travaux sur les monuments de Meilhan et de Roclincourt | 0 | 67 500 |
| | Travaux plateforme alimentaire | 0 | 2 315 |
| | Travaux maintenance Gendarmerie | 3 655 | 2 000 |
| Budget principal | P3 chauffage ventilation climatisation Oenopole | 824 | 1 250 |
| | P3 chauffage ventilation climatisation autres bâtiments | 1 717 | 1 300 |
| | Travaux aménagement MDPH | | 500 |
| | Autres travaux de maintenance | | 1 500 |
| | Autres travaux d'aménagement | 12 443 | 5 000 |
| | Autres travaux de P3 chauffage ventilation climatisation | | 1 600 |
| | Bâtiments départementaux | 1 798 624 | 2 107 675 |
| | Accessibilité Hôtel du département | 9 601 | 170 000 |
| | Accessibilité pôle d'action sociale de Gimont | 411 072 | 133 000 |
| | Rénovation de la Maison Départementale des Solidarités (MDS) de CONDOM | 234 653 | 97 460 |
| | Rénovation de la MDS de Nogaro | 170 593 | |
| | Rénovation bâtiment permanence d'action sociale de Miélan | 103 116 | 100 000 |
| | Accessibilité Carmel | 150 266 | 106 125 |
| Budget principal | Rénovation MDS autres | 17 220 | |
| | Travaux sur les SLA et SUBDI dont de l'Isle-Jourdain, Condom et Nogaro | 34 186 | 326 000 |
| | Rédaction toiture de l'hémicycle | | 280 000 |
| | Audits et travaux sur les Enr | | 154 000 |
| | Rénovation bâtiment Les Colonnes | 59 458 | 0 |
| | Travaux locaux de la Protection Maternelle Infantile (PMI) | 55 786 | 155 000 |
| | Travaux bâtiment des Archives | 216 286 | 152 000 |
| | Travaux du site de Flaran dont de mise en sécurité (réservoir incendie) | 162 176 | 96 000 |
| | Travaux d'aménagement parking du site Flaran | | 88 000 |
| Budget 51 Pôle thermal | Travaux les Thermes de Castéra-Verduzan | 29 305 | 56 000 |
| Budget 51 Pôle thermal | P3 Travaux chauffage ventilation climatisation Thermes de Castéra Verduzan | 8 851 | 10 200 |
| Budget principal | P3 Travaux chauffage ventilation climatisation Bâtiments Départementaux | 0 | 31 240 |
| Budget 54 Laboratoire Eaux et sols | Travaux réhabilitation laboratoire eaux et sols | | 30 000 |
| Budget 54 Laboratoire Eaux et sols | P3 Travaux chauffage ventilation climatisation laboratoire eaux et sols | 2 731 | 3 000 |
| Budget 54 Laboratoire Eaux et sols | Travaux de maintenance laboratoire eaux et sols | 6 807 | 2 000 |
| Budget principal | Travaux de maintenance urgents hors archives | | 28 500 |
| Budget principal | Divers travaux sur bâtiments départementaux dont Chartreuse, atelier du Département. | 126 707 | 89 150 |
| | Bâtiments Etablissement enseignement supérieur | 379 443 | 9 820 |
| Budget 49 Espaces naturels sensibles | Bâtiments des espaces naturels sensibles | 52 335 | 58 700 |
| | Propriétés non bâties | 0 | 30 000 |
| | Transition énergétique : travaux de photovoltaïque sur le site de l'hôtel départemental | 26 088 | 397 570 |
| | TOTAL MISSION INGENIERIE DES TERRITOIRES | 1 262 455 | 1 100 000 |
| | Aides aux communes et communautés de communes | | |
| | TOTAL DGARM - DIRECTION GENERALE ADJOINTÉ DES RESSOURCES ET DES MOYENS | 6 487 929 | 6 407 181 |
| | TOTAL DOSIN - DIRECTION ORGANISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET NUMERIQUE | 3 823 899 | 4 434 604 |
| Budget principal | Numérisation des collèges publics | 1 400 309 | 459 000 |
| Budget principal | Logiciels | 1 334 910 | 1 551 866 |
| Budget 58 Centre de santé | Logiciels centre de santé | | 27 500 |
| Budget principal | Équipements informatiques | 1 004 562 | 688 240 |
| Budget 47 Satèze | Équipements informatiques satèze | | 1 000 |
| Budget 51 Pôle thermal | Équipements informatiques pôle thermal | | 3 000 |
| Budget 54 Laboratoire Eaux et sols | Équipements informatiques laboratoire eaux et sols | | 3 000 |
| Budget 58 Centre de santé | Équipements informatiques centre de santé | | 26 000 |
| Budget principal | Refonte et évolution du site internet-intranet | | 30 000 |
| Budget principal | Téléphonie | 84 118 | 48 200 |
| Budget 51 Pôle thermal | Téléphonie pôle thermal | | 1 000 |
| Budget 58 Centre de santé | Téléphonie centre de santé | | 3 400 |
| Budget principal | Haut débit - Gers numérique (transfert de la Daji vers la Dosin) | | 1 592 398 |
| | TOTAL DAJI DIRECTION ACTION JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE | 1 139 382 | 0 |
| | TOTAL DCRE - DIRECTION COLLEGES, RESTAURATION ET ENSEIGNEMENT | 66 526 | 65 935 |
| | Subvention scolaire pour mobiliers collèges publics | 24 259 | 10 200 |
| Budget principal | Acquisition matériel restauration collèges publics | 14 426 | 10 000 |
| | Subvention aux collèges privés | 27 840 | 45 735 |
| | TOTAL DRH - DIRECTION RESSOURCES HUMAINES | 34 687 | 54 522 |
| Budget principal | Prêts au personnel | 33 317 | 24 000 |
| Budget 49 Espaces naturels sensibles | Prêts au personnel | 682 | 2 536 |
| Budget 47 Satèze | Prêts au personnel Satèze | | 3 024 |
| Budget 51 Pôle thermal | Prêts au personnel Pôle thermal | 688 | 1 512 |
| Budget 58 Centre de santé | Prêts au personnel Centre santé | | 3 050 |
| Budget principal | FIPHPF | | 20 400 |
| | TOTAL DSJPC - DIRECTION SPORT JEUNESSE ET PARTICIPATION CITOYENNE | 108 672 | 132 020 |
| Budget 49 espaces naturels sensibles | Aides à la pratique sportive | 14 936 | 10 000 |
| Budget 49 Espaces naturels sensibles | Plan départemental espaces sites itinéraires application numérique | 28 319 | 20 000 |
| Budget principal | Subvention travaux infrastructures et matériels centre vacances Arreau | 16 471 | 45 000 |
| Budget principal | Prêts d'honneur aux étudiants | | 1 520 |
| Budget principal | Budget participatif Reinventer le Gers ap 2018-2019, ap 2022 -2023 | 48 945 | 55 500 |

En €

| Budget | Direction/Politiques/Programmes/Opérations | CA 2022 (prévisionnel) | Budget 2023 |
|---|--|---------------------------|------------------|
| TOTAL DCT - DIRECTION CULTURE TOURISME | | 494 144 | 721 200 |
| | Politique Actions culturelles spécifiques | 1 000 | 195 200 |
| Budget principal | Subvention à CINE 32 | | 190 000 |
| | Subvention autres associations culturelles | 1 000 | 5 200 |
| | Politique Lecture publique | 20 572 | 31 000 |
| Budget principal | Développement lecture publique | 17 600 | 26 000 |
| | BDP frais de structure | 2 972 | 5 000 |
| | Politique Patrimoine et musées | 144 402 | 199 000 |
| Budget principal | Conservation et restauration du patrimoine | 108 016 | 160 000 |
| | Acquisition collection patrimoine | 23 200 | 25 000 |
| | Exposition, animation régie Flaran | 13 186 | 14 000 |
| | Politique Archives Départementales | 145 522 | 138 000 |
| Budget principal | Accueil public archives | 39 561 | 28 000 |
| | Acquisition collection archives | 21 596 | 20 000 |
| | Conservation et traitement archives | 84 365 | 90 000 |
| | Politique Tourisme | 174 097 | 135 000 |
| Budget principal | Aménagements touristiques et loisirs | 32 791 | 20 000 |
| Budget 49 espaces naturels sensibles | Aménagements touristiques et loisirs espaces naturels sensibles | 141 306 | 115 000 |
| Budget 49 Espaces naturels sensibles | Politique Préservation des espace naturels départementaux (Chemin du Haïago) | 8 551 | 20 000 |
| | Politique Modes de déplacements doux - Travaux aménagement Voie verte | 0 | 3 000 |
| TOTAL DMG : DIRECTION DES MOYENS GENERAUX | | 820 620 | 998 900 |
| Budget principal | Matériels et mobiliers collèges publics | 359 730 | 304 000 |
| | Matériels et mobiliers bâtiments départementaux (dont 50 000 € pour le bar de l'hémicycle suite aux travaux d'accessibilité par la DD) | 260 277 | 449 900 |
| | Matériels et mobiliers archives | 77 436 | 30 000 |
| Budget 58 Centre de santé | Divers acquisitions matériels dont centre de santé | 123 177 | 215 000 |
| TOTAL DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITE | | 404 048 | 1 071 630 |
| Budget principal | TOTAL DEF : DIRECTION ENFANCE FAMILLE - Achat de matériels PMI | 6 458 | 8 000 |
| | TOTAL DISA : DIRECTION INSERTION ET SOLIDARITES ACTIVES | | |
| | Subventions dans le domaine de l'insertion | 42 000 | 0 |
| Budget principal | Création de l'épicerie sociale à Mauvezin | 10 000 | |
| | Création de l'épicerie sociale à Fleurance | 10 000 | |
| | Création restaurant d'insertion | 22 000 | |
| | TOTAL DGC - DIRECTION GESTION COORDINATION | 355 590 | 1 063 630 |
| Budget principal | EHPAD La Roseraie | | 300 000 |
| | EHPAD Isle-Jourdain | | 0 |
| | EHPAD Saint-Dominique | 62 536 | 156 339 |
| | EHPAD Agapé et Alliance | 85 987 | 114 648 |
| | Foyer d'accueil médicalisé Les Thuyas | | 240 000 |
| | Solde autres maisons de retraite d'Eauze, Nogaro et Montréal | 207 067 | 2 643 |
| | Numérisation EHPAD | | 250 000 |
| | TOTAL DFI - DIRECTION FINANCES | 277 737 | 206 000 |
| Budget principal | Subvention au SDIS pour équipements et travaux bâtiments et installations | 200 000 | 200 000 |
| | Cautions et autres | 2 500 | 6 000 |
| | Avances garantie d'emprunt CACG | 75 237 | 0 |
| | DIRECTION CENTRE DE SANTE | 59 762 | 70 000 |
| Budget 58 Centre de santé | Subventions aux communes pour équipements matériels | 59 762 | 70 000 |
| Budget principal | Cabinet acquisition électroménager Résidence | 0 | 1 500 |

Cumul des CP gérés en AP et hors AP

| | | |
|----------------------------|---|-------------------|
| TOTAL EXERCICE 2023 | | 37 510 329 |
| | Investissement géré Hors AP | 6 646 161 |
| | Estimation des CP couvrant les AP antérieures | 27 910 790 |
| | Estimation des CP couvrant les AP nouvelles millésime 2023 | 2 953 378 |

Cumul des CP par budgets

| | | |
|----------------------------|--------------------------------------|-------------------|
| TOTAL EXERCICE 2023 | | 37 510 329 |
| | Budget principal | 35 444 419 |
| | Budget Satèse 47 | 19 824 |
| | Budget Espaces naturels sensibles 49 | 1 497 924 |
| | Budget Pôle thermal 51 | 85 212 |
| | Budget Laboratoire Eaux et sols 54 | 38 000 |
| | Budget Autodrome de Nogaro 57 | 80 000 |
| | Budget Centre de santé 58 | 344 950 |